

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1913

THÈSE

N°
250

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

Maurice PÉCHIN

DU

DANGER DES LIVRES POPULAIRES
DE MÉDECINE

Président : M. LETULLE, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (vi^e)

1913

250

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1913

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

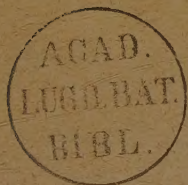
PAR

Maurice PÉCHIN

DU

DANGER DES LIVRES POPULAIRES

DE MÉDECINE



Président : M. LETULLE, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1913

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

LE DOYEN, M. LANDOUZY

PROFESSEURS

	MM.
Anatomie.	NICOLAS
Physiologie.	CH. RICHET
Physique médicale.	WEISS
Chimie organique et Chimie générale.	DESGREZ
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.	BLANCHARD
Pathologie et Thérapeutique générales.	ACHARD
Pathologie médicale.	WIDAL
Pathologie chirurgicale.	TEISSIER
Anatomie pathologique.	LEJARS
Histologie.	PIERRE MARIE
Opérations et appareils.	PRENANT
Pharmacologie et matière médicale.	HARTMANN
Thérapeutique.	POUCHET
Hygiène.	MARFAN
Médecine légale.	CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	THOINOT
Pathologie expérimentale et comparée.	LETULLE
	ROGER
	DEBOVE
Clinique médicale.	LANDOUZY
	GILBERT
	CHAUFFARD
	HUTINEL
Maladies des enfants.	
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	GILBERT BAILLET
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux.	DEJEANNE
	DELBET
	QUENU
Clinique chirurgicale.	RECLUS
	N.
Clinique ophtalmologique.	DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.	LEGUEU
	BAR
Clinique d'accouchements.	PINARD
	RIBEMONT-DESSAIGNE
	POZZI
Clinique gynécologique.	KIRMISSON
Clinique chirurgicale infantile.	ALBERT ROBIN
Clinique thérapeutique.	

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.			
BALTHAZARD	DUVAL (P.)	LEQUEUX	RATHERY
BERNARD	GOUGEROT	LERI	REITTERER
BRANCA	GREGOIRE	LOEPER	RICHAUD
BRINDEAU	GUENIOT	MACAIGNE	ROUSSY
BROCA (A.)	GUILLAIN	MAILLARD	ROUVIERE
BRUMPT	JEANNIN	MORESTIN	SCHWARTZ
CAMUS	JOUSSET (A.)	MULON	SICARD
CARNOT	LABBE (M.)	NICLOUX	TERRIEN
CASTAIGNE	LANGLOIS	NOBECOURT	TIFFENEAU
CHEVASSU	LAIGNEL-LAVASTINE	OKINCZYC	ZIMMERN
CLAUDE	LECENE	OMBREDANNE	
COUVELAIRE	LENORMANT	PROUST	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON EXCELLENT AMI
ALPHONSE BRUAUDET

A MA FEMME

A MES PARENTS

*Hommage d'affection et
de reconnaissance.*

MEIS ET AMICIS

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR LETULLE

DU

DANGER DES LIVRES POPULAIRES

DE MÉDECINE

INTRODUCTION

Je vous défends toute lecture de livres médicaux quels qu'ils soient, vous vous donnez comme prétexte que vous y cherchez des remèdes, votre esprit ne retient que les complications. « Vous êtes amateur du pire ».

Nous nous rallions sans réserve à cette défense formelle faite par le D^r Fraikin à ses malades, parce que comme lui, nous estimons dangereux pour tous, cette lecture des livres de médecine et en particulier des livres populaires, à l'appellation habituelle, sous laquelle on désigne ces sortes de manuels « Livres de médecine populaire », nous avons préféré le titre de livres populaires de médecine.

Il ne s'agit pas en effet de livres traitant de médecine populaire, mais d'ouvrages de médecine destinés au peuple, et par ce mot, nous n'entendons pas seulement, la populace vouée exclusivement par la

nécessité au soin de pourvoir à sa subsistance, mais avec elle les esprits les plus brillants et les plus cultivés, et parce que ces publications ne servent trop souvent qu'à masquer grossièrement un charlatanisme éhonté. Il y a là un péril réel qu'on a trop souvent méconnu.

Nous aurons en vue dans cette étude le manuel de santé écrit à la portée de tous et pour être lu par tous, livre encyclopédique, sorte de dictionnaire où les maladies sont le plus souvent rangées par ordre alphabétique, qui doit tenir lieu de tous les livres de médecine. Il enseigne les moyens de se soigner soi-même et de soigner les autres.

Il aborde un grand nombre de maladies et prétend même les décrire toutes « chroniques et aiguës » avec leurs symptômes, pathogénie, évolution, complications et enfin instituer un traitement.

C'est ce livre que nous voyons s'étaler partout à la devanture des librairies et des papeteries, qui encombre les boîtes des bouquinistes, livres annoncés dans les journaux, donnés en prime ou vendus toujours au prix de solde, tellement modeste que tous peuvent le posséder.

C'est devenu un article de bazar qui depuis de nombreuses années a pénétré dans les campagnes les plus fermées, répandu par le colporteur bien avant *la Clef des Songes*, ou *le Manuel du Parfait Cuisinier*, si bien qu'aujourd'hui on le trouve dans toutes les maisons. Les praticiens le connaissent bien puisqu'ils ont chaque jour à lutter contre lui, à com-

battre les idées fausses, ancrées dans l'esprit des lecteurs trop naïfs et trop confiants. Ils le connaissent bien ce livre, sali et usé par les recherches répétées, qu'on rencontre partout à la campagne comme en ville, qui voisine sur la table de nuit avec le pot à tisane, si par hasard ils ne le voient pas, c'est qu'il a été caché à la minute qui précédait leur arrivée, mais ils en sentent toujours la présence dans les réponses du malade, dans ses réticences, ou au contraire dans ses longues explications, dans les mots qu'il emploie sans en savoir le sens, dans le traitement déjà commencé, ou dans celui qu'il va proposer dans un instant. Ce livre qu'on n'hésitera pas au besoin à nous opposer ouvertement, si notre avis diffère du sien, on le lit sans relâche quand on souffre, on le relit quand on croit souffrir, et on le lit encore en bonne santé. A force de le consulter on s'en imprègne, si bien que si par hasard le médecin doit quand même être appelé, sa visite est devenue à peu près inutile : on ne l'écouterà pas.

C'est là le livre de médecine à bon marché, celui que possèdent tous les ménages modestes. Mais le médecin qui, plus favorisé de la fortune, peut exercer son art dans un monde plus riche, plus cultivé, quelquefois même plus intelligent, n'est pas pour cela à l'abri de ces ennuis et ses malades n'évitent pas ces dangers. Ils ne tiennent pas leur science du livre vendu au rabais, mais ils l'ont puisée dans un manuel plus cher en deux ou trois volumes, annoncé à grand renfort de réclame dans la presse

ou qu'un voyageur en librairie, véritable colporteur en jaquette, est venu leur offrir chez eux. Les volumes sont plus gros, mais la qualité est la même ; le danger ne se trouve pas diminué, au contraire.

Il semblerait, d'autre part, que cette littérature qui atteint aussi bien le riche que le pauvre doit être moins répandue en ville qu'à la campagne. Ici, en effet le peuple, suivant sa propre expression, n'a pas le temps d'être malade, ou bien, plus éloigné des médecins, il croit économiser son temps et son argent en se soignant suivant les indications du manuel. Malgré la proximité du médecin, malgré la grande facilité avec laquelle le citadin peut trouver ailleurs le moyen de satisfaire sa curiosité médicale : chronique des journaux, conférences populaires, etc., presque toutes les familles, ici aussi, ont leur livre de médecine toujours consulté avant le médecin. Et partout ce sont les mêmes méfaits, partout cette littérature produit des charlatans, fait des malades imaginaires, estropie et souvent tue les naïfs trop crédules.

Par d'adroites promesses de gratuité, par l'annonce de guérisons miraculeuses, les auteurs ont su admirablement gagner la confiance populaire et exploiter la bêtise des ignorants. S'appuyant sur l'instinct qui pousse l'homme malade à chercher un soulagement à ses maux, les auteurs ont voulu armer tout le monde pour le combat contre la maladie et permettre à chacun d'être son propre médecin.

Nous verrons à quels sentiments charitables ou

intéressés ont obéi ceux qui assumèrent cette tâche et qui sont tantôt des médecins, tantôt des gens sans diplôme et sans compétence aucune, gens sans scrupules dont l'unique but est en réalité de mettre la médecine au service d'un commerce lucratif.

Nous sommes donc en présence de livres très répandus, objet d'un commerce important, pénétrant partout, et toujours très consultés, dangereux nous le verrons, parce qu'ils sont cause d'accidents graves et même mortels, et pourtant nous trouvons peu d'études sur eux dans la littérature médicale.

De nombreuses études furent faites sur le charlatanisme depuis les leçons de Trousseau sur l'Empirisme jusqu'au livre de Brouardel sur l'Exercice de la Médecine. Mais en dehors de Barrey qui, dans sa thèse inaugurale de l'an XI, signale les dangers que présente la lecture des livres de médecine destinés à être lus par tout le monde et de l'article de Piorry dans le *Dictionnaire des Sciences médicales*, nous avons trouvé peu de renseignements sur ce sujet.

Les auteurs cités plus haut qui ont traité de l'empirisme, du charlatanisme médical et de l'exercice illégal de la médecine, y font seulement de courtes allusions, et ils semblent avoir ignoré le péril réel que ces livres font courir à la santé publique et méconnu leur influence funeste sur les malades et même sur les gens en bonne santé ; et pourtant le mal est grand, assez grand pour mériter d'être signalé. Voilà pourquoi nous avons cru devoir en faire l'objet de cette étude.

Elle nous a semblé surtout utile en ce moment où on cherche par tous les moyens à abaisser la profession médicale, et cette intrusion du public dans le domaine médical, par une vulgarisation inconsidérée de la médecine, n'est peut-être pas une des moindres raisons du discrédit qui pèse si lourdement sur nous.

De tous temps, les gens ont cherché à se soigner eux-mêmes, à éviter les maladies, à prolonger leurs jours, à soulager leurs maux en dehors de toute intervention médicale, et le premier homme qui vit souffrir son semblable chercha à le soulager. Cela nous explique pourquoi les livres de médecine se sont répandus et se répandent encore aussi vite et en aussi grande quantité.

On a voulu armer tout le monde pour le combat contre la maladie et permettre à chacun d'être son médecin, mais l'intérêt la plupart du temps, a guidé les auteurs de ces livres sans aucune valeur scientifique; ces manuels sont une cause permanente de péril pour la santé publique, ce qui nous a amené tout naturellement à chercher comment on pourrait remédier à cet état de choses.

Nous verrons que la loi de 1892, comprise et appliquée suivant la pensée des législateurs, suffirait parfaitement à cette tâche; malheureusement mal interprétée par des juges incompetents et hostiles, elle est restée lettre morte et nous devons peu compter sur elle. C'est en provoquant une loi nouvelle nette et précise, qui ne laisserait plus rien à l'appréciation faussée de la magistrature, et par une action soutenue

de nos syndicats médicaux, que nous pourrions rappeler les juges à plus de justice et débarrasser enfin le public d'un danger permanent trop souvent mortel, et les médecins de cet exercice illégal véritable brigandage de la médecine.

CHAPITRE PREMIER

POURQUOI ON ÉCRIT DES LIVRES POPULAIRES DE MÉDECINE

Nous avons lu les préfaces d'un grand nombre de livres populaires de médecine. Toutes ces préfaces sont des variations sur un même thème et voici ce qu'on y trouve le plus souvent :

L'auteur commence par affirmer la pureté de ses intentions : « On pourrait au premier abord nous confondre avec ces exploiters éhontés, ces charlatans dangereux qui ne sont pas médecins et qui ne savent que tromper le public. Nous ne voulons pas qu'il en soit ainsi... »

Cette précaution prise, il développe les raisons, toujours nobles et désintéressées, qui l'ont déterminé à écrire son livre.

L'un déclare résolument qu'il a voulu mettre tout le monde à même d'être son propre médecin et son propre pharmacien : « Il n'est pas plus difficile de préparer un médicament que de préparer un aliment. De même que je veux que chacun devienne son propre médecin, de même je désire que chacun devienne son propre pharmacien. »

Mais c'est là une exception peut-être unique. La plupart des auteurs se défendent de vouloir attaquer les médecins dont ils prétendent être les auxiliaires et non les ennemis. « En publiant cet ouvrage, écrit le professeur Peyronnet, nous n'avons pas eu pour but, comme ne manqueront pas de le dire les charlatans et les ennemis du bien, de supprimer les médecins et les pharmaciens que nous regardons comme d'utilité publique et qui devraient être créés s'ils n'existaient pas. »

La grande raison, celle qui est toujours invoquée et sur laquelle l'auteur ne manque jamais d'insister, c'est la raison philanthropique. Il a pour but principal de rendre service aux classes populaires et il répète à peu près ce qu'avait dit Tissot : « Touché du sort du peuple malade dans les campagnes de ce pays, où il périt misérablement par la disette de secours utiles et la multitude des mauvaises directions, mon seul but en écrivant ce livre était de prévenir une partie de ces malheurs. »

Et Tissot dédie son livre aux personnes charitables et intelligentes qui vivent à la campagne et que leurs loisirs et leurs sentiments humanitaires portent à secourir leurs semblables et à les aider de leurs conseils et de leurs soins. Pasteurs, gens fortunés, maîtres d'école, lui semblent particulièrement désignés pour retirer de son livre le maximum de profit. Ainsi guidés ils seront en mesure de donner des soins éclairés et basés sur les conquêtes les plus récentes de la science. Au lieu de demeurer dans

l'expectative ils pourront agir utilement avant l'arrivée du médecin, être pour celui-ci un aide précieux et capable de l'assister dans son office, enfin après son départ exécuter sans hésitation ses prescriptions mieux comprises.

Presque toujours aussi l'auteur prétend rectifier les erreurs et détruire les préjugés funestes qui jouissent de la faveur populaire. Grâce à lui les paysans eux-mêmes pourront apprendre non seulement à reconnaître les maladies mais aussi à les guérir. Après avoir lu son livre chacun pourra faire un diagnostic exact et par suite instituer le traitement le mieux approprié sans craindre de se tromper.

Il considère comme un devoir envers la société, auquel il ne pourrait se soustraire, d'enseigner à ceux qui jouissent d'une bonne santé ce qu'ils doivent faire pour la conserver, par quels moyens simples, à l'aide de quelles précautions élémentaires il est possible d'éviter les maladies ou de réduire au minimum de gravité celles qu'on ne peut éviter.

A côté de ce but charitable, il faut mettre le désir intéressé ou non de vulgariser la médecine qui semble animer les auteurs.

Vulgariser la science pour la faire aimer l'idée n'est pas nouvelle. Ambroise Paré, sans avoir écrit une œuvre populaire à proprement parler, dédie au public son œuvre magistrale. « Je n'ai voulu écrire en autre langage que le vulgaire de notre nation, ne voulant estre de ces curieux et par trop superstitieux

qui veulent cabaliser les arts et les serrer sous les lois de quelque langue particulière. »

Nous devons cependant à la vérité de dire qu'il eût été difficile à Ambroise Paré d'écrire « autrement ». Il ne savait que le français, n'ayant pu dans sa jeunesse apprendre ni grec ni latin.

Nous retrouvons, non sans étonnement d'ailleurs, sous une plume moderne et autorisée, cette même opinion. Le Dr Berthod trouvant trop violent le courant qui emporte le public vers les choses de la médecine, nous conseille de ne pas chercher à le remonter. Il a peur d'être suspect à ce même public en ne lui livrant pas tout. C'est parce que nous sommes trop scientifiques que l'exercice illégal de la médecine a pu se développer. Enfin retrempons-nous dans le bon sens populaire. Il est vrai que M. Berthod ne fit jamais œuvre de vulgarisation.

Quelle que soit la valeur de ces arguments, il semble bien que ce furent là les vrais motifs qui ont fait agir les auteurs jusque vers le milieu du xix^e siècle. Être utile à leurs semblables, faire du bien sans autre récompense que la satisfaction d'avoir accompli une bonne œuvre, voilà leur seul but.

Tissot même se plaint d'avoir fait un ouvrage aride, dont la composition est rebutante par sa facilité même : « C'est le travail d'un pasteur qui écrirait un catéchisme pour de petits enfants ». Et pourtant il s'estime content et suffisamment récompensé parce qu'il a eu « la satisfaction de voir que des personnes charitables et intelligentes s'en sont servi

avec un succès marqué même dans des maladies très graves ». « Je serai au comble de mes vœux, dit-il, si je continue à adoucir les maux et prolonger les jours de mes semblables ». Ces livres-là, Montaigne lui-même les aurait certainement qualifiés de « Livres de bonne foy ».

Ces auteurs-là sont gens de bien, sincères et désintéressés, et nous verrons que s'ils ont manqué leur but, s'ils n'ont pas été comme ils l'espéraient utiles à leurs semblables, si leur vulgarisation est dangereuse, s'ils laissent debout erreurs et préjugés, du moins ils ont été animés des meilleurs sentiments. L'humanité seule a dirigé des hommes comme Tissot, Hecquet qui fut doyen de la Faculté de médecine, Sue, Buchoz, médecins royaux, professeurs ou praticiens instruits et distingués, et dont l'érudition brille à chaque page.

Mais si nous avons tenu à rendre l'hommage dû à ceux-là, qui furent d'honnêtes gens et dont le but fut noble, c'est pour avoir le droit de frapper plus durement sur des auteurs plus modernes, dont les publications se réclament aussi de la charité, mais dont les actes provoquent un tout autre jugement.

Certes, de tous temps, les médecins eurent à se défendre contre les incursions du public dans leur domaine. S'il n'y avait eu que des donneurs de conseils et de recettes le mal n'aurait pas été grand ; mais un grand nombre de gens ont toujours fait commerce de leurs prétendues connaissances, exploitant ainsi la naïveté et la crédulité humaines.

Avec la seconde moitié du XIX^e siècle, nous entrons dans une ère nouvelle. Nous sommes encore en présence d'auteurs agissant dans un but charitable et désintéressé « plein d'estime pour le corps médical » : « ... Notre seule récompense est de voir des milliers de pauvres désespérés et abandonnés qui, grâce à notre méthode, ont pu à peu de frais se guérir, reprendre leur travail et donner un morceau de pain à leurs enfants. »

Mais si nous ouvrons les manuels, tout change, nous ne trouvons plus que le prospectus d'une maison de commerce chargé de nous faire connaître des produits merveilleux doués de toutes les vertus. Et Raspail, qui ouvre la série (la 1^{re} édition de son *Manuel annuaire* est de 1845) n'est pas à l'abri de ce reproche. Il est bien entendu que nous ne parlons pas ici de Raspail, homme politique, ni de Raspail, chimiste auteur.

Nous n'avons en vue que Raspail, auteur du *Manuel annuaire de santé* et de *l'Histoire naturelle de la santé et de la maladie*, propriétaire de la maison Raspail, droguerie et hygiène.

S'il ne fut pas écrit par rancune contre la Faculté dont il ne fut pas professeur, son livre servit du moins admirablement sa maison de commerce.

« A la faveur de ses indications, il sera tout aussi facile de composer soi-même ses médicaments qu'il est facile de faire sa cuisine à l'aide du premier ouvrage culinaire. Il suffira de se procurer les substances premières, de première qualité. » A son

livre est adjoint le prix courant des produits de la maison Raspail, dont quelques-uns ne peuvent être fournis purs que par elle. Nous verrons que s'il fut un commerçant avisé il fut un vulgarisateur dangereux, en particulier dans sa lutte contre le mercure.

Le négoce a peu à peu envahi le monde médical ; quand l'auteur du livre ne vend pas lui-même les médicaments ordonnés, il devient la réclame vivante du commerçant.

On prend grand soin, dans le livre, de nous prévenir que les intérêts de la pharmacie sont séparés de ceux du cabinet du médecin, mais les mandats-poste doivent être adressés à la même personne.

« Le médecin oublie trop souvent, ne disons pas son caractère sacerdotal — on a trop usé de cette épithète — mais le caractère libéral de sa profession. L'idée de négoce a envahi peu à peu une partie du monde médical, la mise en œuvre du diplôme par tous les moyens possibles, son exploitation dans les conditions les plus favorables à un bon rendement, font trop souvent oublier que le commerce et la médecine sont deux choses différentes » (Prunier, *De la condition juridique des médecins*).

Des médecins comprenant combien il était facile de capter la confiance populaire, pour peu qu'on se mit à la portée du public et qu'on sût flatter ses manies, ont vu là un moyen commode d'adoucir pour eux la lutte pour la vie ; leur conscience et leur probité médicales ont bien subi quelques accrocs « science sans conscience n'est que ruyne de l'âme »,

écrivait Pantagruel à Gargantua, mais peu importe. Le diplôme est là comme sauvegarde. Aux fatigues, aux dévouements, aux risques professionnels, ceux-là ont préféré le commerce tranquille à l'abri de tout risque.

La médecine est de bonne vente, c'est pourquoi nous sommes arrivés à sa commercialisation. Et, d'ailleurs, Guénaut avait coutume de dire : « Un grain de fortune vaut mieux que deux onces de vertu. »

Les vendeurs ont envahi le temple et, atteints de philargyrie, ils ont commercialisé la médecine. Naturellement le livre de médecine est passé au rang de brochure de propagande, il est devenu le prospectus chargé de faire connaître, au peuple étonné, qu'à tel endroit on vend de la santé, qu'on donne la guérison à tous les malades, même abandonnés et désespérés, et tout cela par les moyens les plus simples, sans se déranger de son travail. Un seul médicament au pouvoir merveilleux suffit. Ce sont les cachets de magnésie, les thés dont le séné fait tous les frais, c'est la série des poudres alcalines et des pilules d'aloès qu'on décore de noms pompeux. Chacun d'eux représente la santé pour l'avenir et la guérison certaine, et les malades accourent, nombreux et crédules, à l'appel du manuel où le portrait de l'auteur tient lieu de titres scientifiques et de conscience médicale. Et tous ceux-là prétendent encore servir les intérêts du public. Comme nous sommes loin de la charité désintéressée de Tissot devant ces industriels de la médecine.

Si nous trouvons au cours de l'histoire de la médecine des médecins qui surent l'art de la réclame, si Renaudot ouvrit son journal aux réclames, si Blégnny donna son livre commode des adresses, si Guénaut nous dit de tromper le malade « pour avoir son écu blanc », ils furent des exceptions, ils furent blâmés. La plupart de ceux qui, du xvi^e au commencement du xix^e siècle, nous donnèrent des livres populaires de médecine furent gens de bien. On a dit des anciens qu'ils essayèrent de faire de la médecine une science et qu'ils n'y ont pas réussi, des modernes qu'ils essayèrent d'en faire un métier, et qu'ils y réussirent.

La médecine est devenue, entre les mains de certains médecins sans conscience, une entreprise industrielle qui a besoin de réclame pour exploiter à outrance la crédulité éternelle et naïve des hommes. Ce sont ces médecins qui font des livres populaires de médecine.

CHAPITRE II

POURQUOI CES LIVRES SONT LUS

De même que nous avons vu des médecins distingués, uniquement désireux de faire le bien, écrire des livres populaires de médecine, de même nous pourrions certainement trouver des personnes charitables qui en ont fait la lecture uniquement dans le but d'être utile aux malades.

Elles se sont efforcées de trouver dans ces manuels les notions élémentaires nécessaires pour prodiguer les premiers soins. Leur intention n'est pas de remplacer le médecin, mais simplement de soulager les malades en attendant son arrivée et de les entourer ensuite de soins assidus et éclairés qu'exige leur état.

Mais combien infime est le nombre de ceux qui sont de bonne volonté !

Un penchant irrésistible porte l'homme malade à reconquérir la santé, bien portant à la conserver et à adoucir ses maux quand il souffre.

Pour cela il s'adresse au livre de médecine qu'il a sous la main et parce que, économe de son temps

et de son argent, il ne veut pas attendre l'arrivée d'un médecin qui lui recommandera peut-être le repos, prescrira un régime, exigera des privations, voudra de la régularité dans le traitement. Tout cela le rebutera, lui habitué à suivre tous ses goûts, il ira donc à la méthode indiquée dans le livre, méthode moins longue, moins pénible, où la prise de médicaments rapidement absorbés tient lieu de tout traitement.

Le public lit le livre populaire pour les mêmes raisons qu'il lira le roman-feuilleton plutôt que l'œuvre d'un pur écrivain, et qu'il ne distinguera une gravure d'une image d'Épinal que pour donner la préférence à cette dernière ; il le lit parce que très peu scientifique le livre se met largement dans le goût et à la portée de ses lecteurs. Tant pis si les idées exprimées sont fausses et dangereuses, il les comprend et cela lui suffit. D'ailleurs, il retrouve là quelques-unes des idées qui lui sont chères, quelques préjugés auxquels il est habitué, auxquels il tient et que l'auteur s'est bien gardé de condamner ; car ce dernier sait bien que ces préjugés ont un si grand poids dans le public qu'il faudrait se brouiller avec lui si on voulait absolument lui retrancher ces secours auxquels il est habitué.

Au contraire, il a su habilement adopter sa manière de voir et de penser, il a su flatter ses manies et ses passions, et son ignorance même le fait apprécier des ignorants. Il a su jouer de son amour-propre et de son orgueil en permettant au peuple de décider

lui-même de son diagnostic et de son traitement et c'était là le meilleur moyen de faire juger de son mérite et de gagner la confiance : « Tout homme éclairé, dit Zimmermann (*Traité de l'expérience en Médecine*), est sûr de se faire un ennemi de son juge s'il ne tâche de flatter son amour-propre, et il est en même temps méprisé de la multitude ignorante parce qu'il condamne ou ne partage pas ses erreurs et ses préjugés. » Ce n'est point aux conseils les plus raisonnables que la foule prête l'oreille, mais à celui qui a su le mieux la flatter ; on lui fait confiance, c'est lui le savant. Le médecin éclairé qui veut démontrer que toutes ces idées sont autant de chimères risque fort de rencontrer partout résistance et incrédulité, et pourrait bien être accusé d'ignorance pour ne pas partager des opinions aussi respectables. Et d'ailleurs nous aimons mieux ceux qui déraisonnent avec nous que ceux qui nous montrent que nous déraisonnons. Le peuple est de l'avis du parodiste cité par M. Le-Gendre :

En dépit de Boileau, moi, j'aime, je l'avoue
Fort peu qu'on me conseille et beaucoup qu'on me loue.

Le public accueille avec faveur ce qui réalise ses désirs et ses espérances et accorde un plus grand degré de confiance à celui qui parle la même langue, à celui qui a su adopter ses idées favorites et flatter ses instincts de conservation.

C'est encore de ce même sentiment d'amour-propre que se sont servis tous les inventeurs de médecine.

cine végétale dont le succès grandit chaque jour. Revenons aux simples, nos aïeux (et c'est un préjugé très répandu qu'ils devenaient vieux) avaient recours aux plantes, faisons comme eux. Nous les avons sous la main toutes préparées par la nature, elles sont bien supérieures aux drogues très coûteuses, souvent avariées et rarement efficaces. Tandis que les plantes sont si faciles à employer, très répandues, coûtent si peu, elles sont à portée de notre main, il n'y a qu'à se baisser, et c'est tellement beau que le malade enthousiasmé (les produits naturels ne sauraient faire de mal) sans perdre un instant court non pas ramasser les plantes indiquées mais les acheter à l'herboristerie dont l'adresse est indiquée à chaque page du livre : *la Méthode végétale la Médecine naturelle, le Traitement par les simples*, conduisent à la pharmacie, car à l'herboristerie est adjointe une pharmacie « spéciale ».

Elle vend ces médicaments et l'élan est donné, le lecteur achète tout, il a confiance ; et nous n'aurons pas raison si nous essayons de le détromper, même en lui disant que la méthode naturelle ne nous est pas étrangère et que nous aussi nous connaissons les vertus des plantes, mais que nous procédons avec plus d'éclectisme et qu'il nous répugne de le tromper. Si nous savons à l'occasion reconnaître la supériorité de la plante sur son extrait, si nous préférons par exemple le *semen contra* à la *santonine*, qui ne renferme pas tous les principes actifs de la plante, nous devons cependant au bon sens et à la

pratique de reconnaître que la digitaline cristallisée ne saurait être avantageusement remplacée par l'infusion ou la macération de la plante digitale, dont l'emploi est difficile, peu sûr et trop inconstant. Mais nous aurons quand même tort en face du livre qui « reproduit » les plantes avec leurs couleurs naturelles. Tandis que le médecin scrupuleux hésite quelquefois devant les inconnues, le livre, au contraire, n'hésite jamais, il affirme toujours, ce qui est pour le peuple une preuve de science contre le médecin. Et puis le livre est imprimé et le peuple attache un grand respect à tout ce qui est imprimé, et de même que son journal habituel ne saurait mentir, de même le livre ne saurait le tromper. Il accorde sa confiance sans compter, surtout si l'on a soin de faire suivre chaque article de l'opinion de médecins plus ou moins anciens : un médecin du xv^e siècle (peu importe, le nom propre) cité est une preuve de véracité. Pour donner plus de poids à leurs assertions, les auteurs savent adjoindre à leur nom les titres suffisants pour frapper le peuple. Professeur Y..., M. X..., professeur de physiologie, etc..., sont des titres qui servent chaque jour. Comment n'accorderait-on pas sa confiance au M. O..., ex-membre de l'Académie de médecine de Paris. Le public ne sait pas reconnaître le titre sans valeur, le titre libre dont le premier venu peut s'affubler à l'abri des lois, et pour illustrer le tout, le certificat de guérison. Cette fois tout y est, le pays, la date, le nom et la signature légalisée, sou-

vent c'est le médecin lui-même qui atteste la guérison de ses malades. Comment résister à tant de preuves ? D'autres fois, il se retranche derrière le masque de la religion et peut ainsi, derrière cet abri alors profané, continuer son commerce en affectant une puissance qu'il tient de Dieu, et par cela même fort supérieure à toutes les connaissances humaines, en promettant une guérison surnaturelle.

Nous parlant d'un vœu ou d'un don du ciel et déclarant agir dans un but de charité chrétienne toujours gratuite. Ailleurs, l'auteur gagne la confiance par son allure sévère, son ton grave et sérieux, son but désintéressé jusque-là inconnu, faisant appel aux dernières découvertes de la science. Traitement électrique, par le radium, et les guérisons merveilleuses se succèdent et le malade a toujours confiance. Naturellement, amoureux du mystère, il oublie complètement qu'à sa dernière maladie, c'est à la médecine de ses aïeux qu'il a eu recours, que cette fois c'est celle de ses petits enfants qu'il appelle à son secours sans jamais s'adresser à celle de son temps. Il faut toujours promettre quelque chose de surprenant pour s'attirer des dupes, et l'on ne peut attraper « l'écu blanc des malades si on ne les trompe ». La psychologie du peuple est ainsi faite.

Et puis aussi le médecin ne fournit rien de palpable. Le peuple se résigne difficilement à payer des paroles. C'est seulement chez le pharmacien que l'argent se transforme en médicaments. Le livre lui

prescrit toujours gratuitement beaucoup de drogues. Il faut que son argent se transforme en marchandises sans quoi toute consultation devient inutile.

Tous les conseils d'hygiène et de diététique que le médecin pourrait donner sont pour lui lettre morte. Le plus gros appoint est peut-être fourni à cette clientèle des manuels par la masse des incurables et des indociles, ceux que le médecin renonce à soigner, parce que leur peu d'obéissance rend inutiles toutes les médications.

Rebuté par leur mauvais vouloir, le médecin est obligé de les abandonner et ils deviennent naturellement les clients assidus des manuels.

Et il ne faut point s'étonner si l'on rencontre parmi ces malheureux, en quête de la guérison, des hommes d'un esprit au-dessus de la médiocrité. Devant la souffrance, tous sont égaux, le malade même instruit devant la peur de la mort devient le jouet de sa douleur. Il a les yeux fixés sur sa santé. La maladie, la souffrance, l'affolement de guérir, l'amour de la vie atrophient son sens moral. Pour lui, rien ne compte plus, et comme l'ignorant il n'a qu'un cri : « Guérissez-moi. » L'homme souffrant veut être soulagé, il le veut non par les vues directes du raisonnement, mais par l'invincible impulsion de l'instinct. Rien n'existe en dehors de la cessation de la souffrance. L'univers est borné pour lui à sa douleur. Qu'il guérisse vite, peu lui importe comment. Trop faible pour renoncer à l'espoir de guérison miraculeuse, il se livre au

hasard et tombe dans les pièges les plus grossiers. Il ne raisonne plus et n'hésite pas à faire appel, devant le charlatan, des jugements les plus irrévocables, des condamnations implacables de la science. Lorsque le médecin avouant son impuissance se récusé devant l'effroyable fatalité, il se retourne contre lui et accable la médecine de sarcasmes et de brocards.

« La crainte et la haine exaspérées de la maladie se cristallisent contre celui qui ne peut pas toujours guérir. Les plus célèbres qui furent lancés le furent par des hommes atteints de maladies incurables, tous fervents lecteurs des livres de médecine auxquels ils avaient recours par dépit après l'abandon des médecins : Montaigne valitudinaire, Molière phthisique, Rousseau et sa maladie de vessie.

» Encore ce dernier fit-il amende honorable (Riche-
rand) et se repentit de ses déclarations. Tandis que le sceptique Montaigne, après avoir montré la vanité de la médecine, se livre à l'étude des livres, ajoute foi aux pratiques les plus absurdes et croit à la vertu des remèdes les plus insignifiants, et, fort de ses lectures, consulte des malades. Quant aux autres qui passèrent toute leur vie à dire du mal de la médecine et à nier sa puissance, au premier danger, ils retombaient dans les bras des médecins qu'ils recevaient avec transport.

» M^{me} de Sévigné, qui fait l'esprit fort et se moque agréablement des premiers ignorants du royaume, n'en est pas moins crédule et tombe en admiration devant les remèdes merveilleux du premier charla-

tan venu, semblable, dit Raspail, aux matelots qui blasphèmement devant le calme et tombent à genoux au moindre grain. »

C'est là l'histoire de presque tous les hommes tant il est vrai que la philosophie, la logique sont oubliées quand il s'agit de santé, ce qui ne leur laisse plus distinguer les sentiers sûrs des sentiers dangereux. Et ce sont les mêmes qui, très exigeants sur la probité et l'honnêteté privées, sur la science et la conscience médicales lorsqu'il s'agit de consulter un médecin, se jettent sur le premier livre dont l'auteur, quelquefois même non diplômé, n'offrira pas la moindre garantie.

Ces livres sont certainement très lus puisque nous en voyons tous les jours augmenter le nombre. Il est vrai que beaucoup de gens bien portants trouvent là matière à satisfaire leur curiosité médicale, car la mode est aux choses de la médecine.

C'est une chose bien connue qu'il existe peu de professions excitant l'intérêt du public autant que la médecine.

Chaque individu tient à se faire une opinion personnelle sur cette science. Chacun tient à donner un conseil, un avis aux malades de sa connaissance, chacun a sa recette particulière dont il veut faire bénéficier son voisin. Cette tendance de l'esprit humain est des plus anciennes. Il n'est pas de profession plus pratiquée que la médecine et l'on se rappelle à ce propos l'amusante anecdote d'un duc de Ferrare qui un jour mit en propos familier de

quel métier il y avait le plus de gens. Les avis furent partagés. Gonelle, fameux bouffon, opina pour les médecins et se fit fort de prouver son dire en vingt-quatre heures.

Le lendemain matin il sort de son logis avec un grand bonnet de nuit et un couvre-chef qui lui bandait le menton, puis un chapeau par-dessus, son manteau haussé sur les épaules. Le premier passant lui demande ce qu'il a ? Gonelle dit qu'il a un fort mal de dents ; on lui donne une recette. Gonelle inscrit sur ses tablettes non la recette mais le nom du guérisseur. En allant au palais, il rencontre ainsi une foule de médecins improvisés. Quand il entre dans la chambre du duc, Son Excellence lui crie de loin : « Hé ! qu'as-tu, Gonelle ? » Il répond tout piteusement : « Hé, Gonelle, je sais une chose qui te fera passer incontinent la douleur encore que la dent fût gâtée. Messer Antonia Mussa Brassavola, mon médecin, n'en pratiqua jamais d'autres, fais ceci, fais cela, incontinent tu seras guéri. » Soudain Gonelle jette bas tout son attirail s'écriant : « Et vous aussi, mon seigneur êtes médecin, voyez ci mon rôle, combien d'autres j'en ai trouvé depuis mon logis jusqu'au vôtre. Il y en a près de deux cents et je n'ai passé que par une rue ; je gage d'en trouver plus de dix mille en cette ville si je veux aller partout. Trouvez-moi autant de personnes d'autres métiers. »

J.-J. Rousseau à la fin de sa vie après avoir débâté contre la médecine déclarait un jour à BERNARDIN DE SAINT-PIERRE (*Études de la Nature*, t. IV) : « Si

je faisais une nouvelle édition de mes ouvrages, j'adoucirais ce que j'y ai écrit sur les médecins, il n'y a pas d'état qui demande autant d'études que le leur, par tous pays ce sont les hommes les plus véritablement savants. » Cet hommage nous est précieux venant de Rousseau, car bien peu parmi les lecteurs habituels des livres populaires de médecine se doutent de l'étendue des connaissances qu'il est nécessaire de posséder et qui font qu'il n'est peut-être pas de science moins à la portée de ceux qui n'en ont pas fait l'objet spécial de leurs études.

CHAPITRE III

VALEUR SCIENTIFIQUE ET MORALE

Les auteurs des livres ont voulu persuader au peuple qu'il pourrait se soigner lui-même, et pour cela ils lui ont mis en main des manuels dont la lecture doit leur donner la possibilité de se défendre contre la maladie. Que valent ces manuels? Nous entendons par valeur scientifique, le rapport qui existe entre les principes énoncés dans ces livres et l'état de la science médicale au moment de leur publication et la possibilité pour ces manuels d'atteindre le but qu'ils se sont proposés.

Certes, pour montrer ce rapport, il serait très suffisant de publier ici des exemples puisés au hasard dans les livres populaires, et la preuve serait suffisamment établie qu'ils n'ont aucune valeur scientifique; pourtant, nous avons cru devoir énoncer pourquoi il en est forcément ainsi.

La définition même du livre populaire de médecine porte en elle la cause de ses erreurs. Dans cet ordre de science, en effet, qui dit élémentaire dit forcément erreurs. Il est impossible de simplifier, et toute

donnée incomplète est par cela même erronée. Le lecteur n'aura des maladies que des théories vicieuses, parce qu'il devra s'en tenir aux explications mises à sa portée, sans jamais remonter aux préceptes d'ordre plus élevé qu'il ne pourra comprendre. L'étiologie surpasse la capacité des gens du monde. Ils ne peuvent mettre en usage qu'une médecine symptomatique (Piorry, p. 4). La demi-science est obligée de friser l'erreur.

S'il était possible d'ignorer l'anatomie, la psychologie, si les maladies étaient toujours simples, si elles ne changeaient jamais, si elles étaient toujours telles qu'on les trouve dans les livres, s'il suffisait d'observer deux ou trois symptômes, il ne serait peut-être pas impossible de se soigner soi-même. Peut-être pourrait-on construire un traité concis où ces symptômes seraient catalogués, numérotés et correspondraient à certains médicaments. Et cette table alphabétique, où les symptômes et les remèdes seraient rangés comme les chiffres d'une table de Pythagore ou les heures d'un indicateur de chemin de fer, pourrait être facilement consultée par tout le monde; mais combien s'en faut-il qu'il en soit ainsi? Tandis que le livre ne peut être que l'enregistrement du fait qui a frappé la rétine, la médecine, au contraire, n'est pas une science fixe; elle n'est pas d'ordre mathématique, c'est une lutte continuelle contre un ennemi changeant et insaisissable, et l'acte médical, en présence d'un malade, n'est pas un acte simple, et les causes d'erreurs sont nom-

breuses; et si nos savants augmentent chaque jour son degré de certitude et cherchent à restreindre le champ de notre ignorance, elle n'en reste pas moins un art fait de variétés. « C'est du reste ce qui constitue sa beauté. » N'est-ce pas Montaigne toujours en contradiction avec lui-même, celui-là même qui, sans études médicales antérieures, consultait dans son château à Toulouse et aux Bains della villa en Italie, qui disait : « Les arts et les sciences ne se jettent pas au monde. » Le bagage médical d'un praticien est fait d'intelligence, de travail, de pratique, de temps et de bon sens. Le livre, à condition toutefois qu'il soit bien fait, ne peut donner que l'idée directrice. « Chaque malade fait sa maladie à sa manière. » Les cas d'exception sont presque aussi fréquents que ceux où la règle doit s'appliquer. Quant au flair clinique, il n'est pas noté dans les livres, mais il résulte de beaucoup de pratique de savoir et d'observation. Le métier le plus vil s'apprend; qui donc confierait sa montre au premier venu qui n'aurait pas fait d'apprentissage? Et ce n'est pas sans terreur que nous voyons une machine autrement compliquée aux mains de gens qui ignorent tout de sa structure, tout de sa vie.

Les premiers livres populaires qui furent écrits sur la médecine se répandirent assez peu et restèrent souvent dans les milieux médicaux et mondains. *L'Avis au peuple*, malgré sa traduction en langues et ses trente éditions, se répandit peu dans le peuple des campagnes qui ne les aurait pas compris. Tissot lui-

même ne se fait aucune illusion : « Ce titre d'*Avis au peuple*, n'est point l'effet d'une illusion qui me persuade que ce livre va devenir une pièce dans la maison du paysan. Les 19/20 ne sauront sans doute jamais qu'il existe. Plusieurs ne sauraient pas le lire, un plus grand nombre ne le comprendraient pas, quelque simple qu'il soit. »

A cette époque, la plupart des livres populaires ne visent pas à la science, ce sont des recueils de recettes sans description de maladie; tel le recueil de M^{me} Fouquet ou *la Médecine rurale et pratique*. Simple énumération de remèdes, un titre suivi d'une liste des vertus attribuées à la recette, mais sans aucune autre explication.

Quant aux autres, ceux de Tissot, Sue, Hecquet, Duplanil, Buchoz, comme leurs auteurs sont gens désintéressés et instruits, ils s'efforcent de s'éloigner e moins possible de la science, mais sans pouvoir éviter cependant les défauts inhérents à tout livre élémentaire, et d'ailleurs à tous les livres du xvii^e et xviii^e siècle.

C'est que ces livres écrits pour le peuple des campagnes, pour le grand public, sont encore trop scientifiques et ne seront pas compris de lui. Sue déclare son dictionnaire hors de la portée du commun des lecteurs : « Les personnes qui ne sont pas de l'art doivent s'en tenir aux principes généraux » hors desquels il y a danger. De même *la Médecine, la Chirurgie, la Pharmacie des pauvres*, dédié aux dames de charité. De semblables livres se répandront

peu et n'auront que peu d'influence sur la santé des paysans.

Avec les temps modernes tout change. Les auteurs ici n'auront plus qu'un but, bien se mettre à la portée de leurs lecteurs, et pour cela rien ne leur coûtera ; ils sacrifieront facilement les plus élémentaires connaissances scientifiques. Les uns se contenteront de rééditer de vieux manuels comme si la science médicale s'était arrêtée au xvi^e siècle. Les autres pillent audacieusement quelque gros traité de médecine, œuvre en général d'un praticien illustre — et qu'à l'occasion ils ne manqueront pas de citer à l'appui de leurs dires — et fournissent des résumés plus ou moins imparfaits mais toujours falsifiés, en vue d'une conclusion recommandant telle ou telle spécialité pharmaceutique.

N'oublions pas que nous sommes à une époque où le négoce dirige tout. Le livre est devenu le prospectus de l'officine. Nous sommes loin des trente éditions, chose énorme, de Tissot ; dès 1845, le livre de Raspail, a une édition par an ; nous avons sous les yeux un *Traité des maladies*, 150^e édition, le *Médecin des Pauvres*, tirage 500.000 par an, et ce ne sont pas là des chiffres impossibles. La dépense faite pour ces ouvrages, jamais récupérée par le prix de vente infime, est portée au chapitre publicité ; alors on dépense sans compter, c'est le règne de la réclame, cela permet de répandre à profusion ces livres qui vont ainsi porter la bonne parole et répéter jusqu'aux coins les plus reculés de nos campagnes

l'annonce du médicament universel et la relation des guérisons miraculeuses. Et tous se précipitent vers le sauveur tant attendu...

Ces manuels écrits par la médiocrité pour l'ignorance, où la science est habillée en grotesque dans le but évident de la faire comprendre de tous, va accréditer les erreurs les plus grossières mais va procurer un débit immense au remède meurtrier qui y est préconisé contre toutes les maladies.

Quelques exemples puisés au hasard tant ils sont nombreux vont nous montrer ce qu'il faut penser de la valeur scientifique de tels ouvrages. Tous ces exemples ont été puisés dans les livres les plus répandus et, chaque fois que cela nous fut possible, dans les éditions les plus récentes. Ces manuels pour la plupart nous furent communiqués par des familles qui en font un habituel usage. D'autres nous furent donnés gratuitement à titre de réclame, d'autres enfin ont été puisés chez un bouquiniste qui, comme nous l'interrogeons, nous répondit que ces livres de vente courante étaient même « de très bonne vente ». La preuve qu'ils sont très lus c'est que leur nombre augmente chaque jour.

*Exemples tirés du Médecin des Pauvres. Édition 1910,
tirage 500.000 exemplaires par an*

Entorse, foulure. — Bains dans eau froide avec 30 grammes d'extrait de Saturne. Le repos complet de la partie malade est nécessaire, ainsi que la diète

et les boissons rafraîchissantes. Et cela est écrit après que M. Lucas-Championnière nous a montré la mobilisation dans les fractures.

Panaris, tourniole, mal blanc, furoncle. — Au début, tâcher de faire avorter le panaris ; pour cela, bien souvent il suffit de prendre un œuf de poule frais, couper le bout de l'œuf, y enfoncer le doigt malade et attacher le tout avec un foulard ; l'œuf est cuit en quelques heures par la douleur qui cesse bientôt et le panaris n'a pas de suite.

Exemple tiré de la Médecine Nouvelle

On peut faire avorter un panaris avec des compresses imbibées d'eau-de-vie ou d'alcool, ou deux ou trois onctions par jour avec l'onguent napolitain, ou sparadrap de Vigo. Si la maladie persiste il faut faire ouvrir le panaris par un médecin, sans trop tarder. On panse ensuite à la solution de sublimé à 1/1000 ou à l'eau phéniquée à 5/100.

Exemple tiré de la Santé et de l'Hygiène à l'usage des familles et des communautés religieuses, par un docteur en médecine. Avignon, 1881-1882.

Panaris. — Faire bouillir dans de l'eau de la cendre de sarments. Baigner le membre malade, soulagement immédiat et guérison rapide.

Exemple tiré du Petit Médecin de la famille

Pour les vers. — Buvez durant cinq ou six jours

consécutifs un verre de vin blanc à jeun, ou bien buvez du lait bouilli avec deux ou trois morceaux d'ail. Mais le meilleur remède consiste à s'enduire deux ou trois fois par jour le nombril du ventre jusqu'à la partie du cœur avec l'onguent suivant :

Une demi-pinte d'huile d'olives ;

Une once de bois de cèdre rouge finement broyé ;

Une once de cire jaune ;

Une once de pétrole ;

Une once d'huile d'aspic ;

Une demi-mesure d'eau de roses ;

Un demi-dixième de térébenthine.

Remède contre la gravelle.

Prenez des petites bêtes de tuile qu'on trouve sur les vieux murs ou dans les écuries. Laissez-les courir un certain temps dans un grand verre pour les purifier ; placez-les ensuite dans un autre grand verre sur un fourneau très chaud pour les sécher. On les réduit alors en poudre, et on avale ensuite le soir, avant de se coucher, trois ou quatre jours consécutifs, un demi-dragma de cette poudre mélangée avec un grand verre de vin du Rhin.

On se procure très facilement ces petites bêtes : Il suffit de mettre en été sur le vieux toit d'une maison un sac à farine arrosé d'eau sur lequel elles se réunissent pendant la nuit.

Si ces traitements sont sales ils ne sont peut-être pas très dangereux, sauf l'absorption des bêtes de

tuile. Il n'en est pas de même de ce que nous lisons dans la préface de la brochure confidentielle offerte gratis aux gens du monde par le cabinet médical du Dr Ollivier de Paris, 33, rue de Rivoli, au 1^{er} :

« Des gens du monde et même quelques médecins disent que la syphilis ne guérit jamais complètement ; c'est possible avec les traitements ordinaires, même les mieux dirigés.

» Mais chaque jour nous prouvons le contraire par nos guérisons parfaites et définitives ; c'est une vérité absolue que tous nos malades reconnaissent.

» On ne doit en médecine être ni pessimiste, ni optimiste, mais apprécier les choses telles qu'elles sont. Il est démontré et proclamé par le corps médical tout entier que pour guérir les maladies virulentes par les meilleurs procédés ordinaires, il faut en moyenne cinq ans de soins assidus, et on ne guérit pas dans cette période plus de deux ou trois malades sur cinq ! Tel est l'état de la science.

» Tandis que par la méthode du Dr Ollivier, inoffensive, plus efficace, infiniment plus sûre, il ne faut que quelques mois, trois à six, pour les maladies les plus invétérées, rarement un an pour les affections les plus rebelles ; et les guérisons sont toujours parfaites, radicales, exemptes de rechutes quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent. C'est cette supériorité qui a mérité aux dépuratifs du Dr Ollivier les témoignages authentiques qui les distinguent de tous les autres

systèmes, même les plus vantés. On peut donc avoir pleine confiance. »

Les malheureux qui se laissent prendre à de telles paroles vivent dans une dangereuse sécurité et s'aperçoivent trop tard, bien souvent quand la maladie n'est plus guérissable, qu'ils ont été trompés.

Celui-là est un imposteur qui ordonne un médicament unique pour toutes les maladies et qui prétend les guérir sans autre traitement.

Nous ne nous sommes occupé ici que de la valeur scientifique, de la disconcordance complète existant entre les insanités plus ou moins dangereuses publiées dans les ouvrages populaires et l'état des connaissances médicales à la même époque ; mais nous n'avons à aucun moment établi de parallèle entre le médecin praticien et le livre. Nous ne voudrions cependant pas terminer ce chapitre sans montrer que si le livre est loin de refléter la moindre idée juste, il est encore plus éloigné du médecin, parce qu'il n'a et ne peut avoir aucune des qualités qui font justement la valeur et la supériorité du praticien, c'est-à-dire l'habitude de voir des maladies, ce discernement qu'on ne peut acquérir en quelques heures. Certes, il serait trop commode s'il suffisait d'avoir lu, si gros soit-il, les matières suffisantes pour être un médecin distingué ; mais on exige à juste titre d'autres connaissances du médecin ; sans parler des qualités morales réclamées par Hippocrate dans le *De decente Habitu*, il doit faire un apprentissage. « L'art le plus vil s'apprend, dit Tissot, l'on n'est savetier..., etc. (Tissot,

p. 235). » Et certes il a raison, il n'est pas possible de connaître la maladie sans l'anatomie, la physiologie, la chimie, la pathologie, ni de la soigner sans savoir de botanique, de matière médicale.

Et l'étude du tempérament de chacun, dit Barrey dans sa thèse, qui fait que les maladies n'ont pas toujours la même évolution chez des individus différents. Qui donc l'apprendra au peuple ? Le livre ne tient pas compte des antécédents héréditaires ou personnels, de l'âge, il n'a pas à sa disposition l'auscultation, la palpation. Qui donc lui apprendra ces antécédents, qui donc lui dira que telle affection au niveau de tel organe n'est que la totalisation des maladies antérieures. Le médecin seul peut rechercher les causes, connaissant le genre de vie, les ressources, les peines et les tribulations d'une famille, lui seul peut indiquer le meilleur traitement, celui qui a le plus de chance de réussir.

Le livre n'ayant aucune valeur scientifique, n'ayant aucune des qualités physiques du médecin, n'a non plus aucune valeur morale ; il ne saurait donner l'espérance, adoucir les maux lorsqu'il ne peut les guérir. Nous ne nous sommes occupé que de la valeur scientifique de ces publications populaires, nous l'avons vu négative. Il en est de même de leur valeur morale. Je ne voudrais pas développer ici le rôle moral du médecin, non pas certes que je veuille dire que la médecine soit toute-puissante et que jamais elle ne doive s'avouer impuissante ; mais, dans ces cas désespérés, devant la fatalité, le médecin vient

au moins consoler, chose que jamais le livre n'est capable de faire, car au lieu de donner du courage, il désole et a une influence déplorable sur le moral déjà si affecté du malade.

CHAPITRE IV

AVANTAGES ET DANGERS DES LIVRES DE MÉDECINE

Etant donné ce que nous venons de montrer sur leur peu de valeur scientifique et sur l'idée qui a conduit les auteurs à publier de tels ouvrages, on comprend dès maintenant que leur lecture sera fertile en dangers, sans présenter le moindre avantage, et qu'avec de telles armes le peuple se défendra bien mal contre la maladie.

Pourtant nous devrions, ici, retrouver au moins quelques-unes des idées charitables qui ont présidé à la confection de ces manuels. Les auteurs, même ceux qui furent vraiment désintéressés, ont manqué leur but.

Si nous considérons la raison qui nous avait semblé la plus forte, l'économie, et si nous examinons la médecine la moins chère, la médecine par les simples dans *le Traité des maladies*, la moyenne des ordonnances est de 33 francs, en particulier un traitement des hémorroïdes avec un sirop dépuratif, une pommade fondante et une poudre alcaline, le

tout garanti fait avec des plantes, se vend 35 francs. franco. Les maladies de la moelle épinière et la syphilis sont guéries pour 36 francs. Le diabète est estimé moins cher puisque pour 24 francs il est guéri. Les maladies du foie et la jaunisse sont estimées 29 francs.

Lorsqu'on quitte la médecine végétale, les prix augmentent dans de grandes proportions. Par exemple un traitement de l'hystérie, de l'épilepsie avec un somatoire ovoïdal Henry et son écrin s'élève à 147 fr. 05. Heureusement que les auteurs nous ont promis la gratuité.

C'est avec le même procédé que Kneipp, le prêtre alsacien qui traitait les malades par l'eau froide, à fait une fortune et a construit à ses frais une clinique au château de Sonnenberg (Haute-Alsace). Combien de malades avons-nous vu arriver à la consultation de la Terrasse à Necker, qui avaient voulu se soigner eux-mêmes d'après les indications des livres. Tous nous ont avoué qu'ils avaient dépensé beaucoup d'argent, et encore ne tenaient-ils pas compte du temps perdu, et naturellement aucun n'était guéri. Nous savons bien aujourd'hui ce que valent ces offres de consultations gratuites dont le but humanitaire est plus ou moins la conséquence d'un vœu. La publicité est coûteuse, les frais généraux sont élevés, et, naturellement, c'est le malade qui paye tout cela. Perte de temps, perte d'argent, voilà le premier résultat obtenu par le malade.

Mais nous dit-on, ne vaut-il pas mieux quand on est éloigné de tout secours, profiter des indications

contenues dans les livres, que de ne savoir que faire ? Eh bien, non, ce n'est pas notre avis. Le but charitable est encore manqué, il vaut mieux, toujours attendre le médecin, on évite les remèdes inutiles, toujours nuisibles, administrés mal à propos ; car en médecine tout ce qui ne fait pas de bien, fait toujours du mal.

En écoutant le livre, on risque de trop attendre avant d'aller consulter le médecin et on risque ainsi de laisser passer le moment favorable pour une intervention efficace.

C'est ainsi qu'il est bien difficile de trouver à la campagne, un paysan et surtout une paysanne capables de vous présenter une main intacte, tous ayant tenté vainement de faire avorter des panaris par les moyens les plus bizarres, puisés partout. Ils ont laissé passer le moment favorable pour l'incision et il en est résulté des doigts déformés par des cicatrices vicieuses et souvent la perte par nécrose osseuse de la phalangette.

Dans d'autres cas plus graves, entraîné par une apparence de succès, on ne mande pas un médecin, puis enfin quand la nécessité s'est fait sentir, il arrive trop tard, devant un fait accompli où ses soins sont devenus inutiles. Car les manuels ne se contentent pas de ne pas guérir, ils aggravent. Préconisant trois ou quatre remèdes dont l'auteur ignore aussi profondément la nature que celle des maladies pour lesquelles il les emploie, il fait empirer les maux les plus légers, qui souvent se seraient guéris

si on les eut abandonnés à la nature, et qui sûrement se seraient vite guéris s'ils avaient été bien soignés. Ces manuels, *la Médecine à la Campagne*, *l'Art de se soigner chez soi*, etc., ne se contentent pas de ne pas guérir et d'aggraver, mais ils font perdre un temps précieux au malade et compromettent sa guérison.

Telle maladie qui pouvait efficacement être combattue quinze jours avant, ne peut plus l'être aujourd'hui. Il est bien entendu que le pansement au bout de cigare, non seulement ne guérira pas un panaris, mais encore sera une nouvelle cause d'infection, infection secondaire souvent plus grave que la primitive ; septicémie, tétanos.

Il est en particulier une classe de malades, plus exposés que tous, et où ces aggravations sont les plus fréquentes, ce sont les vénériens. Par pudeur le plus souvent, par négligence, quelquefois par nécessité sociale, le malade cache soigneusement son affection ; et comme il faut bien chercher la guérison il s'efforce de se soigner lui-même. Il écrit à l'adresse indiquée et reçoit sous pli discret tout ce qu'il faut pour une prompte guérison. Malheureusement s'il s'agit d'une blennorrhagie, le plus souvent il reçoit une injection caustique, qui après avoir arrêté rapidement tout écoulement, ne prolonge que peu son action ; l'écoulement reparait plus abondant, plus tenace, et bientôt s'installe l'urétrite chronique avec son cortège de conséquences : rétrécissements, etc. ; cette urétrite d'ailleurs effroi des médecins et même des

spécialistes, est bien en effet une des affections les plus longues et les plus ennuyeuses à soigner ; car le malade a désormais perdu confiance, et quand vous croyez à la guérison lui n'y croit plus et prend désormais pour un écoulement matinal la moindre sécrétion des glandes uréthrales et de la prostate.

A côté de ces malades qui ne veulent pas être guéris, il en est d'autres, confiants dans le livre qui leur affirme que pour guérir la syphilis, par exemple, il ne faut que quelques mois « trois à six pour les maladies les plus invétérées ». On comprend facilement combien une pareille croyance est dangereuse. Dangereuse pour la santé publique, puisque le malade se croyant guéri après avoir absorbé quelques boîtes de biscuits, reprend sa place « dans la circulation sociale, contamine ses conquêtes amoureuses, se marie, avarie sa femme et procrée, s'il procrée, des avortons hérédo-syphilitiques ». Et le coupable ce n'est certes pas le malade qui est de bonne foi et se croit sain, mais bien l'auteur du livre qui lui donne cette dangereuse sécurité ; ce sont d'ailleurs de tels actes qui rendront toujours difficile le combat contre la syphilis. Le malade qui ignore son affection et se croit indemne ne réclamera jamais un traitement sérieux, continuera innocemment à propager son mal, et sera le premier étonné quand plusieurs années après, le mal ayant continué son évolution malgré les biscuits, reparaitra plus terrible et le plus souvent incurable.

Ainsi leurrés sur l'existence imaginaire d'un

remède préventif et la grande facilité d'une guérison, les malades confiants oublient la réalité du danger, et rendus imprévoyants ne s'émeuvent plus de maladies si facilement soignées et si rapidement guéries, et quand ensuite on leur montre l'importance et le mensonge, leur désespoir est grand et leur vie souvent empoisonnée.

Certes les vénériens semblent bien les plus exposés à ces erreurs, mais quelle que soit l'affection, le danger est partout. Une entorse soignée par le repos et la diète aboutit à l'ankylose, ce qui n'est certes pas la terminaison ordinaire d'une entorse bien soignée. Le malade atteint d'une hernie qui a lu que l'opération était dangereuse, — c'est imprimé partout, — commande une ceinture, allant mal, ne contenant pas la hernie et court à l'étranglement herniaire et à ses suites.

Nous avons vu au contraire des malades refuser un médicament parce qu'ils avaient lu dans un manuel que ce médicament était dangereux. Les praticiens se souviennent du discrédit qu'avait jeté Raspail sur le mercure, et nous-même nous avons vu des malades faire les plus grandes difficultés pour accepter des injections mercurielles, se retranchant derrière l'opinion de Raspail, pour qui le mercure était cause de tous nos maux.

Les promenades de l'abbé Kneipp dans l'eau jusqu'aux genoux ou dans la rosée des prés ne nous semblent pas sans inconvénients.

Richart cite dans sa thèse (1833) le cas d'un homme

vigoureux mort de catarrhe pulmonaire pour avoir pris au début de sa maladie un mélange de vin blanc chaud et d'une infusion alcoolique de poivre ; c'était là le résultat de la lecture d'un traité sur les « Glaires et leurs effets ».

Voici un autre cas que nous tenons à citer, car il nous a été donné de le suivre d'un peu près. Le 17 décembre 1910, *le Journal* publiait l'information suivante : « M. Th. Tourneux, ébéniste de trente-six ans, demeurant 6, passage de la Folie-Regnault, accompagné de sa femme et de son fils âgé de sept ans, se rendait avant-hier soir chez un parent pour fêter l'anniversaire du mariage de celui-ci. Le repas fut des plus gais, et quand, vers onze heures, M. Tourneux regagna, avec sa famille, son domicile, il avait le cœur gai et les jambes légèrement flageolantes. Le grand air provoqua un fâcheux effet sur l'estomac de l'ébéniste qui fut pris de violentes nausées. Sa femme, comme la plupart des ménagères, possédait un livre de thérapeutique, *le Médecin du Peuple*. Sitôt arrivée chez elle, elle compulsa le docte bouquin et copia une formule souveraine contre les douleurs gastriques. Son fils courut chez un pharmacien et quelques instants après, il revenait avec une potion composée de 15 grammes d'ammoniaque et de 20 grammes d'eau de menthe. M. Tourneux absorba le médicament ; mais, un peu après, le malheureux était pris de coliques si atroces qu'un médecin fut appelé en toute hâte. Il diagnostiqua un commencement d'intoxication et ordonna le transport immédiat »

du malade à l'hôpital Saint-Louis. Malgré tous les soins, l'état de l'ébéniste ne s'améliora pas et hier matin l'infortuné succombait, après une douloureuse agonie. Averti de ce décès suspect, M. Catrou, commissaire de police du quartier, envoya le cadavre de M. Tourneux à la Morgue, où l'autopsie démontrera les véritables causes de la mort.

Et l'information était exacte. A la Morgue, le Dr Vibert, qui fit l'autopsie, a bien voulu nous donner les conclusions de son expertise, ce dont nous le remercions bien vivement. Ses conclusions sont que M. Tourneux était mort intoxiqué par l'ammoniaque qu'il avait absorbé.

La femme Tourneux déclara qu'elle avait cherché dans un livre intitulé *Le Médecin du Peuple* par le Dr Geo Davis, 187, rue du Temple, une formule qu'elle copia sur un morceau de papier, et elle envoya son petit garçon de sept ans chercher la potion chez un pharmacien. Suivant les indications contenues dans le livre dont il s'agit, elle a mélangé cette mixture avec 100 grammes d'eau, et fait absorber le tout à son mari à 4 heures. Presque aussitôt il est pris de vomissements, se plaint de brûlures dans la gorge, il ne veut pas de lait, mais boit du thé. On appelle en hâte le Dr Dupuy, qui ordonne d'urgence le transport du malade à l'hôpital, où il arrive vers 7 h. 1/2 et meurt à 9 heures.

Le pharmacien déclare qu'il peut délivrer de l'ammoniaque. L'ammoniaque a été pris pour combattre

l'ivresse. L'auteur du manuel fut condamné pour homicide par imprudence.

Quand le livre ordonne des spécialités, des médicaments secrets, le danger n'est pas moindre.

Trop de gens, après avoir lu quelques manuels de ce genre, s'estiment assez avancés dans le service médicale pour donner efficacement leurs soins à leurs semblables. Je ne parle pas seulement de ceux qui se livrent avec fruit à l'exercice illégal de la médecine et dont les livres populaires constituent l'unique bagage scientifique, mais aussi de ceux qui, animés d'un zèle louable, ont voulu se faire les auxiliaires utiles et éclairés des médecins. Les livres de médecine qu'ils ont lu en dehors des leçons et conférences qu'ils ont suivies leur ont inspiré un zèle aussi aveugle que charitable, la confiance la plus présomptueuse et la plus coupable.

Non pas que je veuille nier le rôle admirable des Sociétés de Secours dont les trois principales (Société de Secours aux Blessés des Armées de Terre et de Mer, Association des Dames Françaises, Union des Femmes de France) forment la Croix Rouge, rôle tel qu'il est défini par leurs statuts. Mais nous assistons chaque jour à leur éloignement de ces statuts, et ces sociétés (écoles des infirmières et infirmiers) sont devenues de véritables pépinières (toujours renouvelées) des illégaux.

Les membres ne se contentent plus de leur rôle d'aides des médecins, ce rôle, trop humble sans doute, ne suffit plus à leur activité; et s'écartant de

plus en plus de leur rôle initial, ils veulent travailler pour leur compte. Tous se croient aussi compétents en médecine que le médecin qui les soigne, forts de quelques renseignements puisés dans une conférence.

La mode est aux conférences pour les gens du monde, sur tous les sujets, mais surtout sur la médecine. Nos contemporains sont habitués à faire bon marché des connaissances que seul un long séjour sur les bancs de l'école et au lit de l'hôpital permet d'acquérir. Les braves sergots suivent des cours d'accouchement, les belles dames, aux brassards portant telle ou telle croix unicolore, se croient expertes en chirurgie parce qu'elles ont appliqué un spica sur un mannequin.

Le danger apparaît clairement à chaque occasion ; à chaque instant les infirmières se substitueront au médecin et présenteront alors tous les dangers des ignorants, et le Dr Dignat nous en rapporte un exemple caractéristique.

Pendant son absence, le fils de son concierge, après avoir fait un diagnostic exact de fracture de l'extrémité inférieure du radius, appliqua un appareil plâtré fort bien fait d'ailleurs, mais qui n'avait qu'un défaut, celui d'être trop serré, exposant son malade à la déformation, au cal vicieux, à l'enclavement. Même après la rectification du médecin, il ne comprit certes pas et a dû continuer, devenu facteur rural, tout en procédant à la distribution des lettres, à distribuer aussi des conseils médicaux.

Certes tous le font dans un but charitable, mais ils n'en sont pas moins dangereux, tout en portant le plus grand préjudice aux médecins.

Le cri d'alarme fut jeté par le Dr Cibrie à la Société médicale du VII^e arrondissement et par le Dr Chancel à la Société des Gobelins. La Croix Rouge fait fausse route et devient de plus en plus un foyer d'exercice illégal, mettant chaque jour en circulation des êtres dangereux, bien qu'animés des meilleurs sentiments. Ambulancières ou dames du monde, brûlez vos livres, écoutez les leçons faites pour vous par des maîtres distingués, conservez votre rôle d'auxiliaire ; votre concours est précieux et votre mission noble, mais laissez-nous nous débattre avec l'orchite traumatique, la syringomyélie, et les pachypleurites à répétition.

Actuellement, non seulement les membres des sociétés de secours, mais tout le public croit savoir la médecine autant que le médecin qui le soigne ; et ceci est la conséquence d'une vulgarisation inconsidérée, qui, voulant faire l'éducation populaire, cherche chaque occasion de le mettre au courant des choses de la médecine ; et c'est, à notre avis, une faute, car dans cette branche d'études, la vulgarisation est dangereuse. Sans avoir donné au public les connaissances élémentaires indispensables, on commence avec lui les choses les plus difficiles ; avant de lui apprendre quoique ce soit on lui demande de décider seul de son diagnostic. On ne commence pas la musique par l'exécution sur l'instrument.

Eh bien ! non, la médecine ne se vulgarise pas comme les autres sciences, elle n'est pas *ad usum populi* ; l'état mental du peuple n'est pas préparé pour recevoir la science médicale, et il est à craindre que le mauvais grain seul lève. Et malgré l'avis de médecins autorisés, la médecine ne ressemble pas à la photographie. Peu importe que vous gâchiez quelques plaques ou que les portraits ne soient pas ressemblants, le mal n'est pas grand ; et d'ailleurs M. Berthod lui-même est-il bien sûr que l'art photographique ait gagné à cette vulgarisation.

Il est très possible que la ménagère ait le droit de ramasser n'importe où une recette culinaire due le plus souvent à l'imagination féconde de son auteur et rarement à son expérience personnelle ; mais le danger est petit, si la recette est mauvaise ou mal exécutée, le plat ne vaut rien et c'est tout, la perte reste pécuniaire. Mais au contraire si la même ménagère s'amuse à expérimenter les recettes médicales qui lui tombent sous la main et dues, elles aussi, uniquement à l'imagination, il en va tout autrement. Si la recette est mauvaise, elle n'est pas sans danger et les conséquences peuvent en être fatales, car ici tout est à craindre.

En apprenant au public quelques recettes médicales, on lui donne l'habitude de se droguer lui-même, ce qui peut avoir des résultats fâcheux. Voltaire a puisé dans les livres la manie de se soigner lui-même. De concert avec la marquise, M^{me} du Deffaut, ils boivent de la casse qu'il faut « moudre et un peu

cuire». Mais il a aussi appris à se servir de l'opium, et c'est à cette manie de se médicamenter qu'on attribue une mort qui aurait pu être retardée. « Il prit, dit Condorcet, de l'opium à plusieurs reprises et se trompa sur les doses, vraisemblablement dans l'espèce d'ivresse que les premières avaient produites. Le même accident lui était arrivé près de trente ans auparavant, mais cette fois ses forces épuisées ne suffirent pas pour combattre le poison. »

Ce ne sont pas les médicaments qui manquent, la difficulté, c'est de savoir les employer. Qu'on fasse l'éducation du peuple, nous y applaudissons, qu'on lui apprenne tout ce qu'on voudra, mais pas de médecine ; quels que soient les efforts des éducateurs, le peuple n'aura que des idées incomplètes et par conséquent fausses. Avons-nous le droit de porter l'inquiétude, d'empoisonner la vie des gens avec nos histoires, voilà l'opinion d'un médecin moderne. Quand on parle de vulgarisation, on semble oublier que même en ayant de l'expérience, il est encore difficile et dangereux de se soigner soi-même, et le meilleur médecin est inhabile à se traiter dans ses propres affections. La douleur agit avec tant de force, etc. (Piorry).

La seule branche qu'on devrait enseigner, c'est l'hygiène qui ne nécessite aucune étude antérieure et doit être mise à la portée de tous. Qu'on apprenne au peuple à se laver, à s'habiller, à se loger, qu'on enseigne aux mères à régler les tétées de leurs enfants rien de plus juste, mais que l'on n'empiète pas

sur la médecine pure, à vouloir trop apprendre on risque de manquer le but. Le livre doit s'en tenir à l'hygiène et encore l'auteur ne devrait-il jamais oublier qu'il s'adresse à des ignorants dont l'équilibre mental est instable. Il lui faudrait beaucoup d'honnête civisme et la plus grande probité médicale, ce qui ne l'empêcherait pas d'ailleurs d'être confondu avec les charlatans, et le public, incapable de juger, n'en donnerait pas moins la préférence à ces derniers. Les charlatans ne laisseront jamais passer une occasion d'exercer leur commerce, commerce d'ailleurs malhonnête puisqu'il tend rien moins qu'à détruire la santé ; et pour écouler une marchandise qu'ils savent nuisible, ils ne craindront pas de recourir à des expédients. Ils s'octroieront des titres purement fictifs et d'autres auxquels ils n'ont aucun droit ; et sentant combien ces actes sont répréhensibles, ils les accompliront à l'abri d'un pseudonyme qui leur permettra de vanter un produit dangereux et dont ils hésiteraient peut-être à faire l'éloge sous leur propre nom, redoutant malgré tout le jugement de leurs confrères, s'ils sont médecins. Et dans ce cas, ils sont encore plus dangereux, car leur science leur permet de donner à leur œuvre une allure plus médicale qui semblera une preuve de vérité à l'appui des faits rapportés.

Le public, d'ailleurs parfaitement ignorant de tous ces dessous, paiera quelquefois de sa vie le soin qu'il aura mis à suivre le traitement préconisé, à avaler le produit vanté, au grand bénéfice du char-

latan vendeur. Dans ce cas le médecin est d'autant plus coupable qu'il sait ainsi échapper à toute responsabilité et peut continuer à augmenter ses revenus en préconisant des produits dont il est le premier à reconnaître les funestes effets ; car il est profondément malhonnête de se servir d'un titre, qui malgré tout est pour le peuple une garantie d'honnêteté et de science. Il y a là une véritable escroquerie.

Qu'un médecin ordonne à son malade une prescription un peu ennuyeuse, ce dernier s'empressera de ne pas la suivre si elle le gêne dans ses plaisirs et ses occupations. C'est d'ailleurs un peu notre faute à nous qui donnons trop d'explications pour tout, sur tous les médicaments qu'on emploie ensuite sans contrôle, à tort et à travers ; tandis que le médicament extraordinaire et mystérieux est entouré du plus grand respect.

Ce que le malade refuse à la logique et à l'expérience il l'accorde sans marchander à la mie de pain pourvu qu'elle soit appelée *mica panis*.

Munis de notions trop simplistes, mais qu'ils s'imaginent définitives et invariables, puisées dans le journal ou le manuel, le bourgeois et l'ouvrier nous jugent, et, s'ils nous voient hésitants et perplexes, ils nous condamnent ; et ainsi par le journal et par le livre se trouve rendu très difficile, sinon impossible, le travail du médecin. Les ordonnances sont critiquées et souvent les efforts les plus dévoués sont rendus stériles.

Les lecteurs du manuel essaient d'abord de se soigner eux-mêmes. Après maints efforts infructueux, après des tentatives multiples et souvent déplorables, les malades allant de mal en pis et pris de peur se décident enfin à consulter un médecin. Mais ils se gardent bien de lui parler de leurs efforts thérapeutiques et de lui avouer les traitements fantaisistes et dangereux, puisés dans le manuel ou inspirés par lui, qui ont contribué à aggraver leur état.

A ce moment il ne serait parfois pas encore trop tard et peut-être les malades pourraient-ils néanmoins bénéficier du traitement rationnel qui « pourrait » être institué. Mais à ce moment encore, à l'insu des malades et malgré eux, le manuel continue son œuvre néfaste. Suggestionnés par leurs lectures, les malades peuvent arriver, avec leurs explications panachées de vrai et de faux, à induire le médecin en erreur, à le dérouter. Ils énumèrent des symptômes qu'ils n'ont pas, mais croient avoir, et les décrivent avec tant de complaisance et souvent de précision, qu'ils entraînent le médecin non prévenu. On leur demande ce qu'ils ressentent, ils vous répondent ce qu'ils pensent : « ils parlent avec leur cerveau. »

Même si le malade arrive à connaître le nom de sa maladie, la lecture du manuel est encore dangereuse. Le traité médical dans ses mains deviendra la base de sa manière de voir et de sa conduite, il n'aura aucune confiance en son médecin et il aggravera son mal. S'il juge à propos d'appeler un prati-

cien recommandable, il aura de suite l'idée de le comparer à son livre, et très rarement écoutera ses conseils. Si les moyens prescrits sont les mêmes, le médecin sera pris pour un médecin vulgaire et le malade déclarera qu'il était inutile de le mander ; si, au contraire, les moyens indiqués sont différents et qu'on s'écarte de la méthode suivie d'abord, le malade alors négligera les moyens conseillés, on ne les emploiera qu'avec doute et répugnance. Que de fois la lecture d'une dissertation médicale a fait repousser des conseils salutaires !

Jamais le malade ne se fera une idée exacte de son état, qu'il croira plus sérieux ou moins grave qu'il ne le sera en réalité. Ou il se croira en danger et l'inquiétude s'ajoutera à son mal, la crainte lui fera employer des moyens dangereux, il réclamera sans cesse une médication énergique et se croira perdu si on la lui refuse. Ou bien, au contraire, il sera sans appréhension, et, se plaisant dans cette quiétude, négligera de faire appel aux ressources de l'art ; et quand le malade se sera enfin rendu à l'évidence le mal aura progressé et souvent il ne sera plus possible d'y remédier.

Les manuels aboutissent tout naturellement à jeter le discrédit sur la profession médicale et à enlever au malade la confiance qu'il doit avoir en son médecin. A notre avis ces publications charlatanesques sont une des principales causes de la crise médicale et de la mésestime dans laquelle on tient de plus en plus les praticiens. Livres, réclames médico-pharma-

ceutiques, vulgarisation inconsiderée, voilà le danger. Certes ceux-là étaient coupables qui, comme Rousseau, Montaigne, lançaient contre nous leurs traits les plus violents, mais au moins nous pourrions leur pardonner leurs injures à une science impuissante encore à les soulager. Leurs cris étaient de colère contre une idole qu'ils avaient adorée. Mais ceux-là sont encore plus coupables et n'ont pas les mêmes excuses, qui jettent le discrédit sur une profession et jouent de la vie de tous dans un but mesquin de commerce et d'industrie ; il y a malheureusement beaucoup de médecins dans le nombre. Qui pourra jamais dire les difficultés que suscitent aux praticiens ces bandits de la médecine ?

Et pourtant, tous, malades et médecins ont intérêt à ce que cette science garde tout son prestige.

« La confiance qu'inspire le médecin est le moyen auxiliaire, le plus puissant des remèdes qu'il emploie. Si l'inquiétude d'esprit est elle-même, en quelque sorte une maladie ou du moins une cause de maladie, l'espérance qui met l'âme dans un état opposé verse un baume salutaire sur toutes les douleurs. La médecine morale est une des grandes ressources contre les maux qui affligent l'humanité. Le malade a besoin d'être rassuré. Combien serait cruel celui qui sans pitié détruirait l'illusion de ce malade qui s'avance à son insu vers la tombe, qui aurait prononcé brutalement un arrêt sans appel » (Dictionnaire de MM. Andral, Béclard, Marjolin, 1826). Le livre, lui, ne peut donner l'espérance ; nous devons voiler

l'horreur de la réalité et ne pas dire le nom d'une maladie dont tout le monde connaît la terrible signification. Or le malade épie chacun de nos gestes, surveille chacune de nos paroles et cherche même à surprendre sur nos visages nos pensées secrètes, tout ce qui peut l'éclairer sur son état, si alors une action ou une parole est mal interprétée, vite le livre est consulté.

Mais si tout ce que nous venons de dire est vrai pour les malades, tout cela est aussi vrai pour les gens bien portants. Si les premiers sont incapables d'interpréter leurs sensations, les seconds se créent de toutes pièces des symptômes qu'ils n'ont pas. Après la lecture des livres, ils se suggestionnent si bien qu'ils ressentent tous les symptômes dont ils viennent de lire la description. La santé étant un état perpétuellement variable, il ne faut point s'étonner que tant d'hommes paraissent si peu certains d'en jouir et vivent dans une appréhension continuelle de la perdre.

C'est ainsi que s'explique le grand nombre des malades imaginaires toujours effrayés du plus léger changement qui s'opère dans leur économie. Ils recherchent avec un soin puéril la lecture des livres de médecine. Tel petit fait qui passait inaperçu revêt à leur esprit une grande importance, ils en rapprochent d'autres faits dépourvus de tout rapport avec le premier, donnent une trop grande attention aux changements qu'ils éprouvent. L'imagination exagère tout, les sensations paraissent plus vives

quand elle les dirige, et toujours le lecteur en fermant le livre s'est découvert plusieurs maladies dont il vient de lire la description.

Combien parmi les élèves en médecine au début de leurs études se sont cru atteints de maladies qu'ils n'avaient pas. Il en est qui se sont cru perdus, après une lecture assidue ou une leçon attentive. Le Dr Amstrong dit à ce propos spirituellement : « Depuis que je suis professeur, j'ai eu l'honneur de guérir par des moyens très simples, des étudiants qui se croyaient atteints de maladies organiques extraordinaires et dangereuses. J'ai guéri un anévrisme de l'aorte à l'aide d'un purgatif, une ossification du cœur à l'aide d'une pilule inerte, une maladie organique du cerveau avec un peu de sel d'Epsom. »

Ceux-là ont été relativement faciles à guérir ; mais il n'en est pas de même quand cette idée est dans la tête de quelques-uns de ces êtres pusillanimes peu en état de juger. Et ces malades sont alors l'effroi des médecins, dont ils font le désespoir. Difficiles à guérir puisqu'ils ne sont malades qu'en imagination, ce sont des malades désespérants. « Les yeux effarés devant tout ce que me révélaient des misères du corps, ces livres de science aux images terribles... De combien de maux ne me suis-je pas cru atteint ! Il n'en est point dont je n'ai souffert en imagination » (Ajalbert). J.-J. Rousseau lui-même n'échappe pas à la règle et nous décrit son état avec une complaisance aussi grande qu'exacte. « Ayant fait entrer un peu de physiologie dans mes lectures, je m'étais mis

à étudier l'anatomie, et passant en revue la multitude et le jeu des pièces qui composaient ma machine, je m'attendais à sentir détraquer tout cela vingt fois par jour ; loin d'être étonné de me trouver mourant, je l'étais que je pusse vivre encore, et je ne lisais pas la description d'une maladie que je ne la crusse être la mienne. Je suis sûr que si je n'avais pas été malade, je le serais devenu par cette fatale étude.

Trouvant dans chaque maladie, des symptômes de la mienne, je croyais les avoir toutes et j'en gagnais par-dessus tout une plus cruelle encore dont je m'étais cru délivré, la fantaisie de guérir. C'en est une difficile à éviter, quand on se met à lire des livres de médecine. A force de rechercher, de réfléchir, de comparer, j'allais m'imaginer que la base de mon mal était un polype du cœur, etc. » (J.-J. Rousseau, *Confessions*, 1^{er} volume, livre VI, page 242).

Quels ravages opérés dans les rangs des humbles et des ignorants, ravages qui restent insoupçonnés parce que les morts ne parlent pas et que les vivants se taisent. Ceux qu'une ceinture électrique ou un pernecieux bandage a définitivement estropiés n'osent pas se plaindre. Nous n'hésitons pas à conclure que de semblables publications sont un danger social et que le mal qu'ils causent est très grave.

CHAPITRE IV

REMÈDES

Ainsi donc ces livres sont dangereux et cela de toute évidence, nous pensons que personne ne songerait à nier que le mal existe, venant de ces publications charlatanesques, dont les auteurs sans scrupule se plaisent à grossir chaque jour le nombre.

Et dès lors, la nécessité apparaît très nette de chercher à supprimer ce mal social. Cette nécessité, de lutter contre une activité malfaisante se déployant aux dépens de la santé collective et de l'hygiène, découle du fait même que ces ouvrages sont dangereux, qu'ils n'ont aucune valeur scientifique, mais surtout parce qu'ils s'adressent à un public, ignorant, aveugle quand il souffre et toujours mauvais juge dans la matière médicale. L'individu, dans ces conditions, ne peut pas se protéger lui-même, pas plus qu'il ne peut se défendre d'un malfaiteur qui l'attaque par derrière. La facilité avec laquelle on peut, sans aucun titre, capter la faveur du public, fait que c'est une obligation, pour un gouvernement, d'intervenir pour le protéger. Les hommes sont si aisément trompés

sur les moyens de rétablir leur santé, étant incapables de juger sainement du talent de ceux qui se présentent à eux pour le leur rendre, qu'il est du devoir et de l'intérêt d'un gouvernement éclairé de les défendre contre leur propre crédulité et leur propre faiblesse et de les garantir des erreurs toujours funestes auxquelles ils sont exposés. Une liberté absolue entraînerait ici une foule d'inconvénients et de dangers. Le privilège des médecins, qu'on appelle à tort un monopole, n'est pas une atteinte au principe de liberté des professions, chose éminemment respectable et nécessaire. Il n'a pas été créé pour le plus grand bonheur et la fortune des médecins, mais pour protéger la santé publique, il est utile avant tout aux malades. Si les médecins, trop souvent entraînés par leur traditionnel désintéressement et trop confiants dans leur supériorité scientifique, ne demandent pas assez souvent protection pour eux-mêmes, ils devraient la demander pour le peuple, contre ces gens sans aveu, sans scrupule, dont la raison sociale est de gruger autrui.

Mais comment l'État s'y prendra-t-il pour que la protection soit affective ? Il nous semble qu'après s'être assuré des connaissances et de la compétence des médecins, ce qui regarde les Facultés, l'état doit par une loi rigoureuse et sévère assurer l'exercice de la médecine. Or cette loi, actuellement, existe-t-elle ? Il en existe une, c'est celle du 6 novembre 1892 à laquelle nous pouvons faire appel, et dont l'article 16 nous intéresse. Il est ainsi énoncé : « Exerce illégalement

ment la médecine : 1° Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, ou n'étant pas dans les conditions stipulées aux articles 6, 29, et 32 de la présente loi, prend part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf le cas d'urgence avérée ; 2° Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession, etc... »

Ainsi donc pour que la loi punisse il faut trois conditions : traitement, habitude, participation. Il ne s'agira donc pas de viser un fait isolé et unique, mais toute une catégorie d'actes formant un ensemble ayant pour objet la santé de tous. Il semble assez naturel, pour toute application d'une loi, de rechercher quelle fut la pensée des législateurs et de s'y conformer le plus exactement possible, ici surtout, plus qu'ailleurs ; la loi ayant voulu viser non un fait précis, mais un danger, il ne faudra pas compter sur les termes de la loi même, puisque ces termes ne sont pas définis. Mais il est si facile de se reporter au *Journal officiel* pour assister à tout le débat et voir ce qu'ont voulu les législateurs. Et nous verrons que les commentaires viennent compléter, préciser très heureusement ce qu'elle pourrait avoir de vague ou d'oublié. En ce qui concerne le traitement, le professeur Cornil disait au Sénat le 31 décembre 1891 : « Nous avons supprimé la tentative de définition du

traitement des maladies..., car on ne peut indiquer dans un article de loi tous les détails, toutes les formes sous lesquelles se présente l'exercice illégal. Nous avons préféré laisser aux tribunaux plus de latitude dans l'appréciation de l'exercice illégal. »

Le professeur Brouardel, commissaire du gouvernement, dit : « Nous avons choisi le mot traitement, après avoir consulté la définition de ce mot dans Littré et même dans Molière, qui nous a été quelquefois opposé. Littré dit : Traitement. Manière de conduire une maladie à l'effet soit de guérir, soit de diminuer le danger, soit de calmer les souffrances qu'elle cause, soit d'atténuer, de dissiper les suites qu'elle peut entraîner. Il faut suivre le traitement indiqué. »

Enfin M. Chevandier, au nom de la Commission, fit les déclarations suivantes : « Celui qui a l'habitude de donner des conseils, quelquefois sans même voir le malade, ce qui est bien plus grave, bien plus imprudent, tout diagnostic faisant défaut, celui-là, dis-je, qui donne habituellement des conseils, alors qu'il ne peut savoir de quel mal il s'agit, doit être puni par la loi. »

Et il nous semble à nous que la loi ainsi commentée par le *Journal officiel* est très claire et d'une application facile, qu'elle est très suffisante pour réprimer l'exercice illégal, et qu'en particulier le cas qui nous occupe rentre parfaitement dans le cadre de la loi.

Malheureusement la loi est appliquée par des

magistrats qui n'ont aucun contrôle et qui la tournent comme ils veulent. Dans notre ignorance des choses de la justice nous pensions qu'un livre qui décrit tout au long une maladie, en donne les causes, l'étiologie, la pathogénie et décrit minutieusement ses symptômes, établit un diagnostic et donne un traitement circonstancié, va même jusqu'à indiquer la maison qui fournira les médicaments, dirigeait bien d'une manière suivie la maladie de son lecteur, qu'il prenait bien part à son traitement puisqu'il suivait son affection dans toutes ses phases et dans toutes ses périodes.

Nous pensions que ce livre faisait bien de la médecine, puisqu'il se rencontre avec le praticien au chevet de chaque malade, qu'on les oppose l'un à l'autre, souvent même en lui donnant plus d'autorité. Il nous semblait que, puisque ce médecin occulte venait sans titre aucun détruire ou retarder l'action bienfaisante du praticien, celui-là devait être arrêté dans son œuvre funeste, néfaste. Il nous semblait même que l'auteur aggravait sa faute justement parce qu'il soignait à distance sans jamais voir le malade, sans faire de diagnostic, ordonnant au hasard des médicaments souvent dangereux, et nous pensions que chaque édition nouvelle était une nouvelle faute et que l'auteur était d'autant plus coupable que son livre était plus répandu.

Nous pensions que quiconque compromet ou cherche à compromettre la santé de son semblable est coupable et doit être puni sans qu'on soit obligé

d'attendre qu'il ait tué pour lui demander compte de son assassinat.

Nous pensions tout cela et nous nous trompions, nous comptions sur la loi et nous avions tort, mais nous, nous n'avons pas l'esprit juridique.

Les législateurs avaient bien eu l'intention de punir en votant la loi ; mais les juges chargés de l'appliquer en ont décidé autrement et nous n'avons jamais vu un juge condamner, ni un parquet poursuivre l'auteur d'un livre populaire de médecine, pour exercice illégal.

Pourquoi cette loi fut-elle appliquée d'une façon dérisoire et dans notre cas particulier ne le fut-elle jamais ? Nous croyons y voir deux sortes de raisons : des raisons d'ordre juridique, celles que nous ont données les juges, et d'autres que nous appellerons volontiers raisons morales et qui découlent de l'examen de la question. Nous ne pouvons pas condamner, nous disent les juges, parce qu'il n'y a pas là les conditions stipulées dans la loi, il n'y a pas de traitement, ainsi ce que l'auteur du livre prend soin d'intituler lui-même traitement à la fin de chaque maladie, ce n'est pas un traitement.

Les législateurs voulant donner plus de latitude aux juges, n'ont pas voulu définir le mot traitement, voulant permettre une interprétation plus large. Ah ! on n'a pas voulu leur définir le mot traitement, eh bien, eux les juges, avec leur incompétence habituelle, vont en donner une définition, mais en oubliant la pensée des auteurs et en oubliant même de con-

sulter Littré. Voilà la définition qu'ils nous apportent : « Tribunal de Saint-Quentin, jugement rendu le 27 février 1903 : Le traitement implique une série d'opérations, se succédant, depuis l'installation pour recevoir le public et la réception des clients, jusqu'à la perception des honoraires. »

Heureusement que Brouardel voulait laisser toute latitude, les juges se sont chargés de se restreindre eux-mêmes, et maintenant ils ne s'occupent plus de savoir si tel fait constitue un danger, mais bien si ce même fait rentre dans la définition qu'ils nous ont donnée, on comprend dès lors qu'ils n'aient jamais condamné de charlatans auteurs de réclames et de livres. Dans la pensée des auteurs de la loi, on ne poursuit pas un empirique parce qu'il a tué ou blessé, mais parce qu'il est dangereux. Le législateur a voulu prévenir un danger, malheureusement avec les juges on ne peut en réalité rien faire entrer dans la définition abstraite et restreinte qu'ils nous présentent au lieu de la pensée large et souple de Cornil.

Il en est de même pour la participation. Ils nous disent : l'auteur du *Livre populaire de médecine* ne prend pas part au traitement puisqu'il ne voit pas son malade, il ne le connaît pas, il ne peut pas porter de diagnostic. Il nous semblerait, qu'au contraire, il dût y avoir là une aggravation, là encore nous sommes dans l'esprit de la loi. M. Chevandier leur a répondu dès 1892.

Quant au délit d'habitude, M. le conseiller Jacomy, au sein d'une commission spéciale, déclare : « L'ar-

ticle 16 de la loi du 30 novembre 1892 ne peut punir que les répétitions successives, la réitération de l'acte délictueux, de la part du délinquant. »

Donc conclusion : l'auteur n'ayant écrit qu'un livre, n'a pas commis le délit habitude. Donc là encore pour les juges le fabricant de livres ou de brochures de médecine populaire n'est pas coupable. Certes, l'auteur ne répète pas l'acte, mais son livre le répète, les 500.000 exemplaires vendus chaque année sont cinq cent mille fois la répétition d'un acte dangereux. Quelle différence voint donc les juges entre le fait de faire à la main un certain nombre d'ordonnances ou de les imprimer, mais avec ce raisonnement, l'illégal dans son cabinet qui remet automatiquement à chaque malade la même ordonnance, quelle que soit la maladie, ne commet pas le délit de répétition, puisqu'il n'a fait qu'une ordonnance et qu'il la distribue ensuite à plusieurs centaines d'exemplaires.

Ce sont donc des discussions d'hommes de loi, habitués à jouer sur les mots, à manier des phrases et non des idées. Il nous semble pourtant que celui qui rédige un livre a bien l'intention et fait bien en réalité œuvre de médecin, qui ordonne des médicaments et dirige de loin il est vrai, mais qui dirige tout de même le traitement. Et en matière de Code pénal l'intention doit être retenue. Il faudrait pourtant que celui qui fait métier d'écrire sache la gravité de sa profession et prenne la responsabilité de la chose écrite.

Mais il y a d'autres raisons qui rendent les magistrats muets, et ces raisons, que nous avons appelées raisons morales, sont tout aussi fortes que celles que nous avons données plus haut. Il s'est même trouvé des magistrats qui ont déclaré la loi suffisante pour condamner. Mais ce n'est pas tant, à notre avis, l'insuffisance des textes législatifs qui fait obstacle à leur application, que la crainte universelle de s'attaquer à la puissance du jour. C'est de la presse que nous voulons parler, qui tire un si énorme profit de cette littérature aussi antisociale qu'antiscientifique. En effet, si l'on poursuit les livres populaires de médecine, ce sera en même temps poursuivre tous les journaux publiant des articles médicaux de vulgarisation, toutes les réclames médico-pharmaceutiques à tournure scientifique ; et du coup les chroniques documentaires, les tablettes du progrès devront disparaître aussi bien des colonnes des grands quotidiens que des plus modestes de nos journaux locaux. Or, ces réclames sont d'un gros appoint au budget du journal, qui ne lâchera pas facilement une telle proie et n'hésitera pas à déclarer la guerre à quiconque osera entreprendre la campagne épuratrice ; nous savons la puissance prise de nos jours par la presse, devant qui tout plie, et nous savons aussi combien de réputations surfaites et d'avancements injustifiés sont dus à son appui. Voilà pourquoi les juges ne veulent pas avoir une mauvaise presse et n'oseront jamais attaquer le journal, de peur qu'aussitôt un directeur toujours trop bien

reçu dans les cabinets ministériels n'aille sans tarder réclamer la tête du coupable. Voilà qui rend singulièrement difficile toute tentative dans ce sens.

Ajoutons à cela la parfaite incompétence des magistrats en matière médicale. Ils sont contraints de juger tous les litiges, et combien nombreux sont ces litiges qui sortent de leur champ mental, et en particulier pour tout ce qui concerne les choses de la médecine, les juges sont comme le reste du public, enclins aux mêmes erreurs, aux mêmes préjugés ; ils n'échappent pas aux lois de l'instinct, et certes nous gagnerions souvent à les voir imiter les juges de Rabelais qui jouaient leurs sentences aux dés. Et nous avons tout particulièrement sujet de nous plaindre, car la magistrature manifeste l'hostilité la plus injuste contre les médecins, et c'est là à notre avis la raison la plus forte, parce qu'inavouée, de la mansuétude coupable qui anime les juges envers les illégaux.

Voici comment le professeur Pinard dénonce la triste réalité des agissements de la magistrature vis-à-vis du corps médical. Nous extrayons ces passages de la préface de la thèse du D^r L. Nass, thèse intitulée : *Pauvres docteurs*. Je ne saurais assez, dit le professeur Pinard, vous témoigner de reconnaissance pour avoir eu le courage de mettre à nu cette plaie résultant de l'antipathie profonde existant entre le monde judiciaire et le monde médical. Particulièrement en ce qui concerne la jurisprudence médicale, cette plaie est assez profonde et son pronostic assez

sombre pour nécessiter une esquisse de pathogénie et de traitement. Pourquoi cette hostilité ?

Probablement parce que, à cette époque d'asservissement et de fonctionnarisme, les médecins sont encore trop responsables, et nos bons amis, les juges, prisant fort et jalousement tout à la fois la liberté relative qui semble être l'apanage des médecins, gens de carrière libérale, ne manquent jamais une occasion de châtier le corps médical. Et les faits sont nombreux démontrant, jusqu'à l'évidence, la mauvaise volonté des juges. Dernièrement, dans un procès de ceinture électrique, les magistrats, après avoir reconnu que ces commerçants vendeurs de la ceinture commettaient de véritables vols, se contentèrent d'une condamnation dérisoire, quelques milliers de francs, ce qui est insignifiant pour un budget où la réclame dévore plusieurs centaines de mille francs ; mais ils refusèrent du même coup la seule condamnation utile, l'insertion dans les journaux du jugement, qu'avait demandée le Syndicat des Médecins de la Seine, s'imaginant, je pense, que l'intérêt des médecins était seul en jeu, voulant ignorer que l'intérêt public est intimement lié au nôtre.

On poursuivra et condamnera avec une rare incompétence les D^{rs} Cormon, Laporte, Bazy, sur de prétendues fautes, tandis qu'on laissera libre l'auteur du livre dangereux, parce que dans ce dernier le conseil donné, le traitement institué au hasard, loin du malade, est écrit et non plus oral ; et on verra

les auteurs de ces livres et de ces articles, dont les méfaits ne se comptent plus, continuer librement, couverts par nos bons juges, leur industrie aussi meurtrière que lucrative.

Mais aussi les médecins refusent trop souvent de se transformer en agents de police, au cours des procès où ils sont appelés à témoigner. Nous voulons bien aider la justice, mais nous ne voulons devenir ni accusateurs publics, ni pourvoyeurs de tribunaux. Les juges ne nous le pardonnent pas facilement et ne peuvent pas comprendre que nos facultés d'appréciation n'étant pas les mêmes que les leurs, nous avons quelque peine à nous plier à cette inclination par trop particulariste. C'est la jalousie d'une profession déchue contre une profession, malgré tout encore très respectée. A l'abri derrière leur non responsabilité, ils pensent impunément violer les lois. Quoi qu'il en soit, nous voilà en présence d'une loi qui serait bien suffisante si elle était appliquée, mais que la mauvaise volonté des juges, leur animosité contre le corps médical a étouffée.

Que devons-nous faire devant cet état de choses ?

Puisque nous connaissons le danger, il faut amener les pouvoirs publics à entraver et réprimer. Du côté des juges, pour les raisons que nous avons données, il n'y a rien à faire, ils ergoteront et continueront à donner du mot traitement les définitions les plus bizarres, puisées dans leurs cervelles ignorantes de notre art.

Pour arriver à un résultat favorable, nous préfé-

rions réclamer une addition à la loi de 1892 ; il nous semble nous rappeler d'ailleurs que le Congrès pour la répression de l'exercice illégal de la médecine de 1908 avait lui-même formulé un vœu dans ce sens. Nous serions donc d'avis d'ajouter à l'article 16 de la loi du 6 novembre 1892 : exerce illégalement la médecine, quiconque non pourvu du titre de docteur en médecine, soit par la voie d'affiches, soit par les livres populaires de médecine, indique un traitement à suivre et indique la maison où le client pourra se procurer les médicaments ; quiconque non pourvu du titre de docteur signe des articles de réclame médico-pharmaceutiques, engageant ainsi le public à les employer.

L'affiche est déjà notée dans l'article 317 relatif à l'avortement ; quant aux livres ils ne sont mentionnés nulle part il nous paraît absolument nécessaire de l'ajouter, car nous le répétons, les livres populaires de médecine sont aussi pernicieux, sinon plus, que les affiches et les réclames des journaux. Balthazard, dans son étude sur ce même article 317, en réclame aussi l'adjonction : « Enfin, il paraît nécessaire d'ajouter le mot « livres » dans la rédaction du troisième alinéa de l'article ». »

L'expérience nous a appris à ne rien livrer à l'appréciation des juges, ils s'en montrent indignes et leur esprit malveillant et jaloux ne manquerait pas de violer à nouveau la loi.

L'adjonction que nous osons proposer s'adresse aux auteurs non médecins, mais les médecins faisant

profession des livres populaires échappent au délit d'exercice illégal de la médecine, et pourtant leurs livres sont encore plus dangereux, car là vient s'ajouter la confiance qu'on accorde d'ordinaire au titre de docteur, titre qui semble lui conférer un brevet de science et d'honnêteté. Le médecin connaît pourtant mieux que quiconque l'étendue de sa faute, il sait bien les dangers qu'il fait courir à ses lecteurs. Il devrait donc, étant plus coupable, être puni plus durement ; il n'en est rien ; jouissant au même titre que l'illégal de la mansuétude des juges, il échappe à la loi, couvert qu'il est par son titre.

Avec de tels individus, il est inutile de parler de déontologie, de les rappeler au respect de la dignité de la profession, de leur dire que commerce et médecine ne s'accordent que moyennant le sacrifice de la probité médicale. Ce sont pour eux paroles inconnues ou tout au moins oubliées et inutiles. Leur conscience de chevaliers d'industrie ne s'occupe plus que du rendement pécuniaire.

Il faudrait faire déclarer punissable le traitement par correspondance, dont nous connaissons tous les dangers.

Mais pour régler toutes ces questions nous voudrions voir installer une chambre de médecins, analogue à la chambre des notaires, présentant toute garantie et soustraite à toute influence étrangère. Non pas que nous déclarions être au-dessus des lois, nous sommes prêts à prendre toute la responsabilité de nos fautes ; mais nous voudrions rendre au diplôme

la dignité auquel il a droit et ne pas laisser faire sous son couvert un commerce honteux et déloyal.

Exerçant loyalement, mais non infailliblement, nous voulons tout en garantissant l'honneur médical, nous mettre à l'abri de la haine des juges. Quand nous sommes mal jugés, nous payons, quand le juge rend un mauvais jugement, nous payons encore; c'est pourquoi nous réclamons une justice professionnelle rendue par des juges plus compétents. Trop brutal quand il s'agit du praticien, le juge laisse échapper tous les malfaiteurs titrés, qu'il garde sa justice criminelle, mais qu'il laisse au médecin l'appréciation de la faute; de cette façon nous saurons d'une façon intelligente et efficace détruire ou du moins diminuer les abus qui se commettent au nom de la médecine, défendre le public contre les attaques mettant en danger sa vie morale et physique, venant des médecins sans conscience.

En attendant l'époque, probablement très lointaine encore, où des lois précises viendront nous aider, nous pourrions peut-être invoquer certains articles de la loi actuelle entre les fabricants de livres populaires de médecine et de brochures assurant la guérison de telle maladie par tel traitement.

Il nous semble que l'article 405 pourrait être invoqué contre celui qui promet la guérison de la syphilis sans mercure en quinze jours, car à notre avis il y a délit d'escroquerie, aggravé d'ailleurs de manœuvres malhonnêtes quand l'auteur déclare, la Faculté incapable de guérir de cette même maladie

en cinq ans. Mais jusqu'à présent, malgré l'avis de professeurs distingués, la jurisprudence en a refusé l'application, les parquets classent tout ce qui leur est soumis à ce sujet.

L'article 319 nous sera d'un secours un peu plus grand. C'est lui, en effet, qui a fait condamner le Dr G. Dubois, auteur du livre, dans l'affaire Tourneux, dont nous avons parlé. Le Dr Dubois prétendit que la formule incriminée était une faute d'impression ; quoi qu'il en soit, le tribunal retenant contre lui le délit d'homicide par imprudence le condamna à trois ans de prison avec sursis, à 1.000 francs de dommages-intérêts à la veuve et à une rente annuelle et viagère de 300 francs, et à chacun de ses enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans une rente de 200 francs. Le pharmacien fut condamné à un mois de prison avec sursis et solidairement à 1/3 pour les réparations pécuniaires.

Malheureusement pour obtenir l'application de la loi il faut que le délit soit consommé.

Mais en dehors de ces cas trop rares où la justice nous vient en aide, efforçons-nous de combattre nous-mêmes le mal.

Les moyens sont nombreux. Pris séparément ils ne pourraient pas évidemment nous mettre tout de suite à l'abri du danger, mais ils forment quand même un faisceau qui employé judicieusement peut être souvent efficace. Mettons à profit chaque occasion de montrer le danger des médicaments universels, de montrer que les quelques succès dont

peuvent se vanter les livres sont dus purement au hasard, et comment ne guériraient-ils pas de temps en temps, étant donné la foi qu'ils inspirent et la multitude de leur clientèle. Laurent Joubert avait coutume de répéter : « Nous disons communément en nos escholes : Celuy guérit plus de malades à qui plusieurs se fient. »

D'ailleurs la plupart des certificats de guérison publiés dans ces livres sont faux, achetés aux particuliers par les auteurs, ou émanant de personnes complaisantes en relation directe avec eux. A ce propos, il est encore très admis dans le public que la légalisation apposée par le maire ou le tribunal de paix auprès de la signature, atteste la véracité du fait contenu dans la lettre, tandis qu'il n'intéresse bien entendu que la signature. Nous devrions dire que la liberté d'écrire existe et que tout ce qui est écrit n'est pas forcément vrai, que les titres de professeur sont libres et peuvent être employés par tous sans conférer la moindre utilité.

Au lieu de vulgariser une science qui ne peut que causer le malheur de celui qui écoute, nous pourrions, au contraire, vulgariser les méfaits causés par ceux qui ont tenté de le faire. Il faudrait recueillir les observations des malades traités et mis à mal, dévoiler ces faits à la foule ; persuader aux pauvres gens qui ont recours aux livres populaires, et ils sont légion, qu'ils agissent contrairement à leurs intérêts ; montrer à ceux-là qui viennent nous consulter, l'insuffisance et le danger du traitement, la

perte de temps et la perte d'argent, la promesse de gratuité étant une duperie, car on devient millionnaire en indiquant gratuitement à la foule le moyen de se soigner ; s'efforcer de suivre une affaire et en publier les résultats, sans oublier de vulgariser en même temps les méfaits des gens de justice, car nous sommes las de leur injustice.

Il serait aussi très utile que chacun de nous connut bien les livres les plus couramment employés dans sa région. C'est une lecture peu agréable, sans doute, mais les notes gaies n'en sont pourtant pas totalement absentes, et nous serions ainsi mieux armés pour combattre leurs erreurs dans l'esprit des malades.

Retournons leurs propres armes contre les livres. Quand nous sentirons leur influence sur l'esprit du malade, c'est le livre en main qu'il faut agir. Plus facilement qu'avec une discussion trop scientifique, trop technique, nous obtiendrons un résultat efficace en montrant au malade, qu'un frisson, de la toux et un point de côté, n'indiquent pas forcément une fluxion de poitrine, car quelques pages plus haut, ces mêmes symptômes indiquent une pleurésie. Nous demanderons alors au malade, étonné, quelle maladie il choisit, quelle affection il désire avoir.

Barney dit avoir guéri de cette façon un malade à qui le premier volume de Tissot avait donné une inflammation de poitrine.

Nous devons aussi compter beaucoup sur l'action syndicale. Mieux que les médecins isolés, les syndi-

cats professionnels pourront surveiller l'emploi du titre de docteur, dont l'usurpation est si fréquente, et les titres étrangers sans indication d'origine, et dont les porteurs, arrivant chez nous avec leur mentalité d'autres latitudes, sont la plaie de notre profession. Ils peuvent plus facilement rechercher la vente des médicaments sans ordonnance, des médicaments secrets. Leur action sera efficace puisqu'ils ont la ressource de se porter partie civile.

« Ainsi donc, répétons ces faits, revenons-y sans cesse, combattons nous-mêmes ces abus et ces errements ; et à la fin la justice de notre cause finira peut-être par s'imposer le public et forcer les portes du prétoire ».

CONCLUSIONS

Trop de gens ont voulu persuader au peuple que la médecine était un art domestique dont chacun pouvait accommoder les préceptes à son usage particulier et suivant ses dispositions naturelles.

Or étant données la nécessité des études antérieures et l'obligation d'expériences pratiques, il n'est pas de science moins accessible au peuple et dont l'application soit à la fois plus difficile et plus dangereuse. Il n'en est pas cependant sur lesquelles le vulgaire s'attribue le droit de raisonner avec plus d'assurance, et sur lesquelles, par conséquent, circulent plus d'erreurs et de préjugés. Celui qu'une culture plus développée semble placée au-dessus des autres n'est pas plus à l'abri du ridicule que l'ignorant, et il oublie, quand il s'agit de médecine, les règles les plus simples de la logique, qui lui défendent de raisonner sur des suppositions gratuites, sur ce qu'il ne peut voir, sentir, toucher. Aussi les théories les plus absurdes sont-elles le plus en faveur auprès du vulgaire dont elles flattent la manie raisonnante, et qui cherche pour chaque maladie des explications qui soient à sa portée.

Sans nier que des auteurs aient pu à des époques reculées agir dans un but charitable et éminemment désintéressé, il est bien évident qu'aujourd'hui l'appât du gain préside seul à la vulgarisation d'une science où pourtant la moindre erreur peut être mortelle.

Exploitée par des charlatans sans scrupules et des commerçants sans conscience, on comprend à quels dangers se trouve exposée la santé publique. L'instinct de conservation, l'ignorance, la crédulité du peuple quand il s'agit de sa santé, la peur de mourir, mettent entre les mains de ces spéculateurs malhonnêtes des armes terribles.

Les médecins eux-mêmes ne sont pas à l'abri de ces reproches, ils oublient trop souvent la dignité de leur profession; fuyant la difficulté de leur art, ils préfèrent l'exploitation industrielle de leur diplôme; pour eux, commerce, industrie, médecine, sont trop souvent synonymes. Pour donner plus de valeur au produit à vendre, ils y ajoutent l'appui de leur titre; je n'en veux pour preuve que cette annonce parue il y a quelques années dans un journal de vulgarisation médicale, mis à la disposition du public : « On demande des docteurs pour signer des articles de réclame. »

Le pavillon couvre la marchandise, le diplôme sert d'enseigne à la boutique. Certes ceux qui se livrent à cette littérature charlatanesque et dangereuse, qui travaillent à la décadence de nos mœurs, ne figurent pas parmi l'élite de notre profession.

Mais, malgré tout, notre tâche est rendue difficile

quand nous voulons montrer au public les dangers que lui font courir les renseignements puisés à de pareilles sources. Est-ce à dire que nous espérons changer tout cela ? Le mal a des racines trop lointaines et trop profondes. Ce sont les mœurs qu'il faudrait réformer ; or, ce n'est l'œuvre ni d'un jour ni d'un homme. Est-ce à dire que nous espérons empêcher le public de chercher à se soigner lui-même, en dehors de toute intervention du médecin ? Pas du tout. C'est un instinct naturel qui pousse l'homme malade à rechercher partout guérison à ses maux et soulagement à ses souffrances.

Mais ce que nous voudrions, c'est que sous prétexte de l'aider dans cette tâche, on ne lui mit pas entre les mains, pour se soigner et soigner les autres, des armes dangereuses, meurtrières. Car, si les médecins souffrent de ces abus. Les malades en meurent.

Puisqu'ils ne peuvent distinguer eux-mêmes ce qui est bon de ce qui est mauvais, c'est le devoir d'un gouvernement éclairé de protéger la santé publique et de prendre telle décision utile pour combattre efficacement ces abus.

Nous le répétons, *le Livre populaire de médecine* est une plaie dont souffrent non seulement les médecins, mais surtout les malheureux qui en font une lecture habituelle.

Puisque nous sommes mal défendus par l'arsenal actuel, nos lois insuffisantes ou mal interprétées par les juges, qui se montrent d'une hostilité injustifiée à notre égard, et en général d'une bienveillance

inqualifiable à l'égard des illégaux et des charlatans, à nous de nous défendre et de défendre la santé du peuple.

Et pour vaincre, ayons foi dans l'union du corps médical. Agissons nous-mêmes, luttons contre le *Livre populaire de médénine* avec le concours des syndicats médicaux, et nous finirons par obtenir satisfaction.

Voici terminé le travail que nous nous étions proposé ; peut-être mérite-t-il un reproche, c'est de n'être pas purement médical, mais il nous semblait intéressant.

Vu : le Président de la thèse,
LETULLE

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

BROUARDEL (Professeur). — L'Exercice de la médecine et le charlatanisme, 1899.

BORIANNE (J.). — Erreurs en médecine répandues dans le département de la Haute-Vienne et leurs dangers. Thèse de Paris, 1831.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE. — Étude de la nature, t. IV.

BUCHOZ. — Médecine moderne et remèdes modernes et autres, par M. Buchoz, médecin de Monsieur agrégé du Collège royal de Nancy. Paris, 1777.

CORNIL (Professeur). — Discours au Sénat, 31 décembre 1891.

DUBOIS. — Le Médecin de la famille. Lamarche-sur-Saône, 1891.

FOLET, professeur à la Faculté de Lille. — Exercice illégal et charlatanesque de la médecine par la réclame. Rapport présenté au Congrès pour la répression de l'exercice illégal de la médecine. Paris, 28 au 31 mai 1906.

FOUQUET (M^{me}). — Recueil de remèdes. Paris, 1683.

— Remèdes charitables. Lyon, 1685.

JACOMY. — Bulletin de la Société de Médecine légale de France; des réclames médico-pharmaceutiques (Séances du 13 juin et du 4 juillet 1984. Bulletin, t. I, 1904).

KNEIPP (Abbé). — Vivez ainsi, 1891.

— Comment il faut vivre, 1892.

LEMAITRE. — Exposé des abus qui existent dans la médecine.

LEREDU. — Bulletin de la Société de Médecine légale de

- France ; des réclames médico-pharmaceutiques (Séances du 9 mai et du 4 juillet 1984. Bulletin, t. I, 1904).
- LACOMBE (P. de). — La Médecine et la grande presse. Thèse de Paris, 1907.
- LACOSTE (G. de). — L'Exercice illégal de la médecine et les articles de réclame médico-pharmaceutiques à tournure scientifique. Paris, 1909.
- OGE (D^r). — Quelques considérations sur les rapports de la littérature et de la médecine. Vulgarisation médicale. Thèse de Paris, 1904-1905.
- PIORRY (P.-A.). — Dictionnaire des sciences médicales. Paris, 1818.
- La Médecine du bon sens, 1864.
- PIOGEY. — Du Charlatanisme médical et des moyens de le réprimer.
- PERRIER. — La Médecine rationnelle, 1894.
- PÉRIER. — L'Ami de la santé. Paris, 1808.
- RASPAIL. — Histoire naturelle de la santé, 1843.
- Manuel annuaire de la santé, 1845.
- RICHERAND. — Des erreurs populaires relatives à la médecine. Paris, 1810.
- RICHARD. — Erreurs populaires relatives à la médecine et leurs dangers. Thèse de Paris, 1833.
- ROUSSEAU (J.-J.). — Confessions, t. I, livre VI, p. 242.
- ROCHER (Henri). — De l'Exercice illégal de la médecine en France. Paris, 1908.
- SAINT-AURENS. — Les Charlatans de la Médecine. Paris, 1904.
- ZIMMERMANN. — Traité de l'expérience en médecine.

